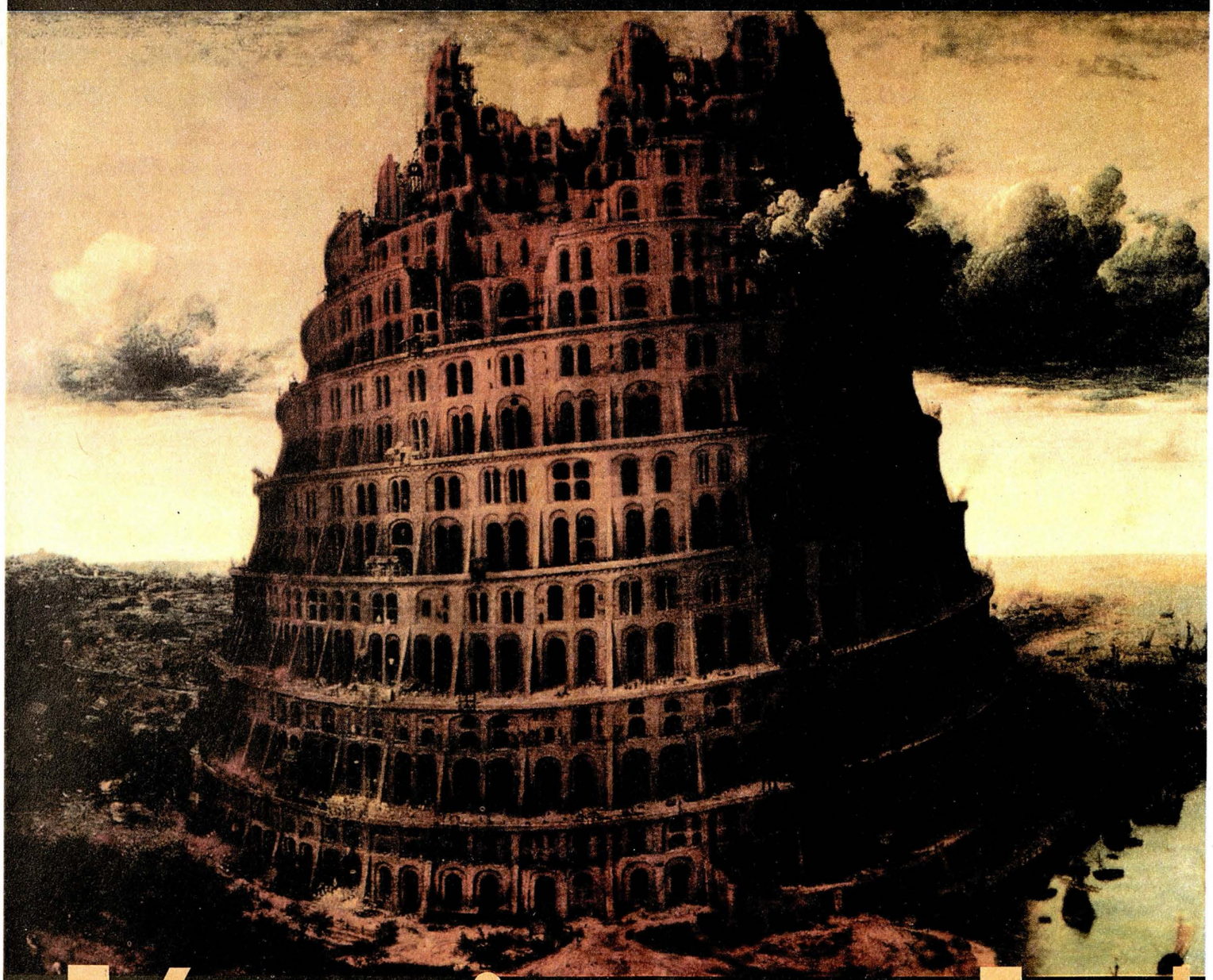
le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

L'Europe des riches...



détruisons-la !

M 02137 - 1358 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

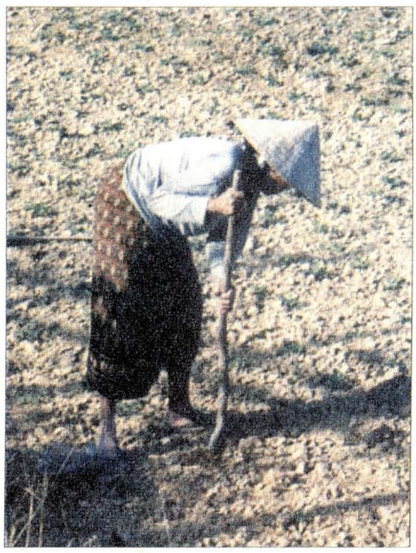
« L'organisation est la seule solution contre l'autorité et la seule manière de faire en sorte que chacun d'entre nous s'habitue à prendre une part active et consciente au travail collectif et cesse d'être un instrument passif dans les mains des chefs. »

Errico Malatesta

hebdo n° 1358

du 5 au 11 mai 2004

Sommaire



Défilé du **Premier Mai** à Paris, *page 4*

Qu'il soit homo ou hétéro, on ne veut pas du **mariage,** par P. Schindler , *page 4*

Ladrisse a pondu, *page 5*

La brochure du **RATP** est disponible : comment se la procurer, *page 5*

Commencer à préparer sa **retraite** dès le berceau, par Fred, *page 6*

Quel lien entre l'expulsion d'un **imam** et la répression contre un syndicaliste ? par Jipé, *page 7*

Luttes sociales à Rennes, *page 8*

Brèves internationales,

Privé d'espace public en **Suisse**,

Voyage au **Laos** hors des sentiers touristiques, par J. Berger, p

Le pacte associatif de l'**IFA**, pa

Des infos sur les mouvements anars de **Bolivie** et du **Brésil**, *page*

Memoria del Saqueo, de F. Solanas, un film cinglant sur la tragédie argentine par Daniel, *page 17*

À lire **en vrac :** une revue, des poèmes, un fanzine, par A. Sulfide, *page 18*

La France, fournisseur de machettes lors du génocide au **Rwanda**, *page 19*

Sur le ***Sacco et Vanzetti*** de Ronald Creagh, par André Bernard, *page 21*

Agenda anarchiste, *page 22*

Radio libertaire et vie du **mouvement**, *page 23*

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20	◯ 32	◯ 27
6 mois 25 nos	◯ 38	◯ 61	◯ 46
1 an 45 nos	◯ 61	◯ 99	◯ 77
Abonnement de soutien	◯ 76		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ Ville _____

◯ Chèque postal ◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

QUE N'APPREND-ON pas, la guerre serait brutale? les tueurs patentés de nos états civilisés, autrement appelés militaires, auraient des comportements contraires à la dignité humaine. Et pourtant les honnêtes dirigeants de nos démocraties musclées les avaient envoyés pacifier l'Irak, débarrasser ce pays de l'infâme tortionnaire qui n'hésitait pas à maltraiter ses opposants. Aujourd'hui on peut s'inquiéter, les dirigeants des plus fortes armées du monde apprennent par la presse les exactions de leurs séides. Est-ce à dire qu'ils ne les contrôlent pas?

Depuis les Huns d'Attila jusqu'aux mercenaires formés par l'armée anglaise, en passant par la Wehrmacht de Keytel, l'armée française en Algérie ou en Indochine, l'armée ex-rouge de Poutine en Tchétchénie ou encore Tsahal en Palestine, les militaires de toutes les armées du monde ont toujours et seront toujours, par la nature même de leur fonction, des brutes sanguinaires dont le comportement ne peut être comparé à celui d'un être humain. L'éthique du militaire se réduit à l'obéissance aveugle à ses chefs. Seul importe pour lui la suprématie de la puissance de l'armée qu'il sert.

Parlant de puissance, l'Europe aujourd'hui est forte de vingt cinq membres, les marchés de dix nouveaux pays vont pouvoir s'ouvrir à l'expansion du capitalisme européen. Les populations de ces pays, quand elles ne sont pas tout bonnement indifférentes, se réjouissent de voir passer leur pays du statut de marchepied à celui de nouveau débouché du productivisme européen. L'une des règles fondamentale du capitalisme est l'expansion, si celle-ci ralentit, alors le système est en danger. Voilà donc pourquoi l'Europe des industriels et des marchands avait besoin de s'étendre, aussi bien pour trouver des débouchés à leurs produits manufacturés, que pour trouver une main d'œuvre moins chère et plus malléable, et cela sans les contraintes douanières. Sans aucun doute nous verrons bientôt dans ces dix nouveau pays, dont la plupart ont subi pendant près de cinquante ans le joug de l'URSS dont ils étaient les vaches à lait, prospérer la nouvelle bourgeoisie, issue le plus souvent de la nomenklatura, qui a su piller les ressources lors de l'effondrement du système bolchevique. Pour les travailleurs et les travailleuses, qui dans nos 25 pays, s'efforcent de produire les richesses qui grossiront les portefeuilles des spéculateurs en bourse, le nivellement se fera plutôt vers le bas. La casse de la protection sociale, la privatisation des services au public et la mise au pas des organisations ouvrières, tel sont les nouveaux challenges que se donnent nos exploiteurs.

Nouvelles frontières nouvelles misères

Hertje

LES BARBELÉS de la « ligne verte » du cessez-le-feu hérissent encore Chypre. Ce 1er mai, l'île amputée – jadis asile de l'amoureuse Aphrodite – n'a posé qu'un pied dans l'Union européenne. En refusant à 76 % l'accord de réunification de l'atoll élaboré par l'Onu [1], le 24 avril, les Chypriotes grecs ont *de facto* décidé de maintenir la partie turcophone en dehors de l'Union. Bien qu'elle entende résoudre « un jour » ce divorce, la Vieille Europe tolère un « mur de Berlin » à sa lisière. Elle qui brandit si souvent l'héritage des penseurs humanistes s'accommode de l'attitude égoïste, particulariste, xénophobe d'un de ses membres.

Les travailleurs chypriotes grecs ont réfléchi en terme d'État – d'intérêts étatiques – et non pas de classe sociale. L'essentiel aurait dû être pour eux de lever la barrière qui les sépare depuis trente ans de leurs camarades turcs. Et, par exemple, d'affirmer leur autonomie politique face au gouvernement en s'abstenant de voter.

Cette crise jette une lumière crue sur l'Europe des vingt-cinq : les frontières n'ont pas été gommées de l'atlas d'histoire, elles n'ont été que déplacées à l'Est sur la carte géographique.

Sur le plan extérieur, Chypre, Malte, la Hongrie, les Pays baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie), la Pologne, la Slovénie, la Slovaquie et la Tchéquie, ont désormais la responsabilité de surveiller les milliers de kilomètres des nouvelles frontières extérieures de l'Union européenne contre les divers trafics, contre le terrorisme et, bien entendu, contre l'immigration clandestine. La Pologne totalise à elle seule 1 170 km de frontières avec la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine.

Indépendamment des quelque 485 millions d'euros déboursés en sept ans à peine [2] par l'Union européenne en vue d'assurer l'étanchéité de ses nouvelles bornes, de nouvelles misères sont à prévoir : des enfants, des femmes, des hommes qui passent les frontières planqués au fond d'un camion. Des jeunes femmes qui se livrent à la prostitution dans l'espoir de récupérer le passeport confisqué par le mac. Des gars sans papiers qui vendent leurs bras pour un bouchée de pain sur les chantiers. Des « illégaux » qui n'ont d'autre choix que de croupir dans les taudis loués par des proprios cupides. Des familles qu'on entôle dans les centres fermés.

Sur le plan intérieur, l'adhésion des Dix à l'espace Schengen, zone sans frontière interne, n'aura pas lieu avant 2007. Car condition *sine qua non* à cette libre circulation : les Dix doivent instaurer la coordination entre les services de police, des douanes et de justice, via le Système informatique d'information Schengen.[3] Tout est affaire d'équilibre entre les plateaux de la balance de Dame Justice...

La justice sociale ? Privatisation galopante, réduction effrénée des portefeuilles sociaux... La population des Dix subit de plein fouet la mise en conformité avec les « critères de convergences » de l'Union européenne. L'adaptation aux règles de la libre concurrence régies par Bruxelles et la Banque centrale européenne fragilise les emplois, phénomène qui risque encore de s'amplifier avec l'intégration de la zone monétaire euro par certains candidats d'ici à deux ans. Des économistes conseillent déjà la mobilité accrue des travailleurs et la « forte flexibilité » des salaires pour stimuler les embauches en cas de choc économique (chômage important, etc.) dans un pays membre.[4] Que du bonheur, on vous dit... La construction européenne suite page 4

Environs 2 000 libertaires ont défilé samedi 1er mai entre la place des Fêtes et celle de la République, à Paris, à l'appel de la Fédération anarchiste et de la CNT. La manifestation s'est déroulée sans incidents, mais, dans l'après-midi, alors que la CNT poursuivait le défilé dans les rangs du cortège syndical unitaire, trois jeunes cénétistes ont été victimes du service d'ordre de la CGT. L'un d'eux souffrirait de lésions graves à la face.

Nouvelles frontières nouvelles misères

suite de la page 5 s'élabore dans le délabrement de la protection sociale, les délocalisations d'entreprises, la déréglementation des services publics, l'assouplissement du marché du travail.

Si l'Europe persiste dans cette voie, elle sera vite condamnée aux désillusions et fera le lit du populisme. Dans plusieurs pays candidats, en Pologne et en Slovaquie notamment, l'euroscepticisme gagne du terrain.[5] Ainsi, en Pologne, les paysans craignent que la politique agricole commune ne les tue ; le taux de chômage avoisine les 18 % et le parti populiste antieuropéen Samoobrona (« Autodéfense ») récolte 30 % d'intentions de vote[6]... Dans l'Europe des Quinze, la province du Hainaut (en Belgique), tout comme dix-sept autres zones, pourrait perdre ses aides financières au profit des nouveaux venus. Cette région sinistrée affiche des fortes poussées nationalistes avec 10 % des votes. Là, comme ailleurs, les travailleurs devront se souvenir que l'adversaire économique c'est le patron et non le travailleur du pays voisin.

Les 450 millions d'habitants unis dans la nouvelle Europe cohabiteront-ils pacifiquement ? Faut-il rappeler que les violences perdurent encore en province kosovare, en Albanie et dans le nord de la Macédoine, conséquence détestable de la séparation des peuples par le tracé des États et de la gestion du régime communiste yougoslave.

Clin d'œil ironique de l'histoire, la date du 1er mai choisie pour l'adhésion des Dix candidats à l'Europe nous rappelle que, loin des accords entre gouvernements, la réconciliation et l'émancipation des travailleurs passera par leur association libre et fédérale. Sans frontières.

H.

1. *Métro*, 26 avril 2004.
2. *Le Soir*, 27 avril 2004.
3. *Le Soir*, 27 avril 2004.
4. *La Libre Belgique*, 23 avril 2004.
5. *L'Humanité*, 24 avril 2004.
6. *Le Figaro*, 24 avril 2004.

Le mariage des homos

Ce que le F Haine pense du mariage des « tantouses et des goudous », on s'en tape, le vrai problème est ailleurs !

Le F Haine s'est fendu d'un communiqué de presse, pour réagir à l'idée d'un mariage gay. Celui-ci démarre sur la « manifestation maigrelette (150 personnes) organisée dans le Marais par différentes organisations du "lobby homosexuel", notamment Act-up », puis s'en prend à Noël Mamère, avant de rappeler les positions du parti d'extrême droite :

« Les nationaux n'entendent pas mettre en place une "police de la braguette" », selon l'expression imagée de leur chef de file.

« Le FN est opposé simplement à tout prosélytisme en matière d'homosexualité et préférerait bien sûr de très loin la mise en place d'une politique familiale et nataliste digne de ce nom [...]. Nous assistons donc à une nouvelle offensive éminemment subversive visant à donner les mêmes droits, la même protection, les mêmes avantages aux homos qu'à ceux qui assurent par le biais du mariage la pérennité biologique de la nation. »

Nous y voilà, le mot est lâché : la pérennité biologique de la nation ! Faut-il entendre par là, le retour aux vieilles valeurs des « 3 K » pour les femmes (cuisine : Küchen ; église : Kirchen ; enfants : Kinder) et à l'ordre et au travail national pour les hommes ? Sans doute.

Tous les intégristes s'ennuyaient ferme depuis la médiatisation de l'histoire du foulard. Aussi, le mariage des « déviants » tombe à pic pour en remettre une couche d'intolérance réactionnaire. Mais, au fait, combien de gays, lesbiennes et trans désirent réellement se marier ? Un débat une fois de plus médiatisé à mort et vidé de toute argumentation remettant en cause des problèmes plus fondamentaux (comme par exemple le PACS mal ficelé qui néglige les aspects cruciaux de succession, de pension de réversion en cas de décès, le droit de séjour pour les pacsés étranger.e.s ou encore l'adoption d'enfants). Une fois encore, c'est parti dans tous les sens, et les gays et lesbiennes anarchistes et proches n'ont même pas eu le temps de réagir pour rappeler que « le mariage on s'en fout » et que nous avons d'autres combats à mener dans l'urgence sociale, avant de singer les comportements petits-bourgeois de certains hétéros conformistes devant le maire et pourquoi pas demain, devant monsieur le curé, en robe blanche ? Ça craint de ne pas voir plus loin qu'un gâteau de mariage. Personnellement, je pense que la remise en question des droits sociaux fondamentaux (soins, CMU, AME, voire un PACS restrictif qu'il suffirait d'ouvrir sur les inégalités) est beaucoup plus d'actualité, enfin, ça n'engage que moi !

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash

Quand l'autruche éternue...

Prospectus

« Le plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) n'est pas un contrat, c'est un formulaire. » Maître Sicard, défenseur des Assedic.

Et le Code du Travail c'est quoi ? Un prospectus de trois mille pages ?

Savoir faire savoir

« Le gouvernement n'a pas su faire savoir ce qu'il fait ». Édouard Courtial, député UMP.

Peut-être a-t-il aussi trop su faire savoir ce qu'il ne faisait pas ?

Le petit Nicolas

« Je ne joue pas les vierges effarouchées. Il faut tirer profit des modes de scrutin. Ça va dans l'intérêt de l'UMP. » Manuel Aeschlimann, député UMP.

Manuel, par ailleurs maire d'Asnières-sur-Seine, défend une révision du code électoral mettant fin aux triangulaires. Manuel, que ses potes surnomment « le petit Nicolas », après avoir truffé le territoire communal de caméras de surveillance et de flics municipaux (son directeur de cabinet fut récemment mouillé dans une sale affaire mêlant condés, caméras, élections), proposera bientôt une loi selon laquelle seul le candidat UMP aura le droit de se présenter. Le petit Nicolas, comme le grand, aurait dû logiquement faire carrière au FN. Le problème c'est qu'au FN il y a beaucoup d'appelés et, finalement, peu d'élus.

La Passion de Brigitte

« J'ai de la compassion pour les gens qui souffrent de souffrance. » Brigitte Bardot, du FN.

L'autre soir, Jean-Marie a voulu caresser mes seins, il a pas bien visé et a planté ses ongles dans mes bajoues, l'idiot. Alors j'ai compris ce que c'était, souffrir de souffrance.

Un Giscard sinon rien

« Si les Français disent non à la constitution européenne, il n'y a plus de constitution, point. ». Giscard, vieux giscardien.

Après l'avoir privé de ses joujous les volcans lors des régionales, on veut maintenant l'empêcher d'entrer dans l'Histoire en tant qu'Architecte de la Première Constitution Européenne... Valéry nous fait donc savoir que son ego n'est pas en mesure de supporter un nouvel affront. C'est lui ou c'est rien, point. Vu sous cet angle, rien, c'est bien.

Madame Irma d'Estaing

« Je n'ai jamais pensé que nous pouvions gagner les élections régionales. » Giscard, vieux.

Se présenter à une élection quand on est certain de la perdre, si c'est pas de l'abnégation... Vraiment, cet homme méritait son fauteuil à l'Académie et son pouf au conseil constitutionnel. Entre ici, Valéry...

Impasse de la raffarinade

« Il nous faut libérer la France des impasses qui ferment son avenir, l'impasse des nostalgies, car le mouvement du monde ne s'arrêtera pas. » Raffarin, lettre aux députés UMP.

L'impasse qui ferme, les nostalgies (autrement appelés acquis), un monde dont le mouvement ne s'arrêtera pas... Une telle envolée ça sent l'Ambiel à pleins poumons. Puisque l'homme a démissionné après s'être fait chopé avec une jeune roumaine, ça doit être sa femme qu'a rédigé le texte. Elle prend combien, madame Ambiel ?

Ventre saint-gris, quel programme !

« La France coule parce qu'elle ne travaille plus. Il faut d'urgence abolir les 35 heures, promouvoir des sociétés du mérite, établir un service minimum dans les transports publics, aligner les régimes spéciaux sur les Français qui triment, rendre l'éducation à la nation alors qu'elle est aujourd'hui kidnappée par les syndicats, et oser investir les cinq cents cités interdites livrées à la guerre ethnique et au communautarisme. » Philippe de Villiers.

Jouons z'un peu avec la noblesse... le programme du marquis repose sur deux types de propositions : celles inspirées par le Medef, celles pompées directement sur les tracts du FN. Sauras-tu les différencier ? Les cinq mille premiers lecteurs à répondre correctement gagnent un abonnement de trente ans au *Monde libertaire* (réponses à envoyer à Monsieur l'Administrateur, avec la mention « encore une connerie de Ladrisse qui va nous coûter cher »).

Frédo Ladrisse

sources : France 2, France 3, Libération, le Parisien

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

La brochure du RATP est arrivée

LES TRANSPORTS en général et les transports en commun en particulier sont un enjeu essentiel pour les démocraties capitalistes totalitaires, qui justifie à leurs yeux un arsenal « sécuritaire » de calibrage d'une normalité et de répression des anormalités. La réglementation anti « fraude » est l'un de ces instruments. Dans le cadre de la lutte pour les transports gratuits, le collectif francilien RATP (Réseau pour l'Abolition des Transports Payants) a élaboré une brochure juridique, intitulée *Déplacements sous contrôle*, qui déconstruit les règles de cet arsenal pour que l'usager ère s'y retrouve et connaisse le peu de droits qui lui reste.

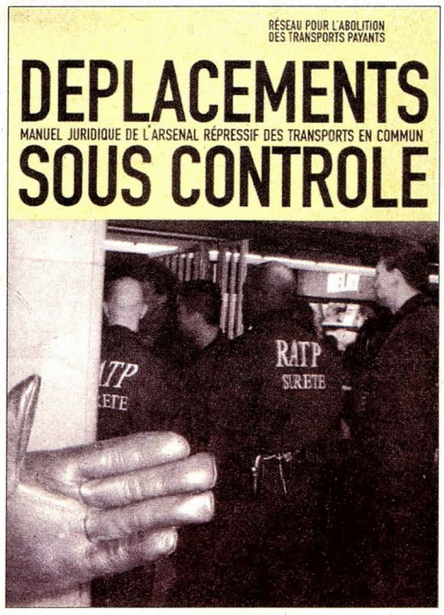
Tirée à 1 000 exemplaires, elle est disponible :

– Dans les « bonnes » librairies parisiennes, notamment Publico, 145, rue Amelot ou Quilombo, 21 rue Voltaire, au prix de 1,50 euro.

– Par correspondance en écrivant au collectif Réseau pour l'Abolition des Transports Payants, 145, rue Amelot 75011 Paris, au prix de 2,50 euros l'unité ou de 15 euros les 10, frais de port compris.

– Par lot minimum de 15 et ristourne de 33 % (soit un prix unitaire de 1 euro, frais de port compris) pour les librairies militantes ou les tables de presse des groupes ou collectifs.

Collectif RATP, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Site : http://ratp.samizdat.net
Mèl : gratuit@samizdat.net



Réforme des retraites, acte deux

Retour vers le No future

La mise en place des fonds de pension s'accompagne de tonitruantes campagnes de pub. La peur de la vieillesse et de la misère sert de moteur à tous ces spots. Puant.

UNE VOIX DE FEMME, forcément suave : « C'était samedi dernier, je marchais dans le centre ville. C'est là que je l'ai rencontré. J'ai su tout de suite que c'était lui. On se ressemblait tellement… à la Caisse d'Épargne (voix d'homme, évidemment), il y a forcément un plan retraite qui vous ressemble. » Sur une autre station, ambiance cour de récréation. Un petit garçon demande : « On est quel jour aujourd'hui ? On est jeudi, lui répond une petite fille. Oh, déjà, ça passe vite, dit le petit garçon. Et j'ai encore rien fait pour ma retraite ! ». Dans la rue, sur de grands panneaux, une jeune femme, encore une, s'inquiète pour son avenir : « la retraite, ça se prépare ». Dans la presse, de pleines pages vantent les produits de telle ou telle banque, dans la plupart des quotidiens le problème des retraites déserte les pages « société », pour se retrouver parqué dans les rubriques économiques. Ainsi les fonds de pension, dont Raffarin a signé l'acte de naissance mi-avril, bénéficient d'une campagne de publicité assurée par les banques et autres organismes privés. Logique : un pactole de plusieurs milliards d'euros a été posé sur la table par le gouvernement. Il appartient à ceux qui vont se le partager d'achever le boulot. D'abord ont nous a martelé qu'au vu des déficits, il faudrait bosser plus longtemps. Maintenant il s'agit de nous faire comprendre qu'on a, de plus, tout intérêt à mettre du pognon de côté. Seconde phase d'intoxication des esprits : faire saisir l'importance, l'étendue de la réforme, à celles et ceux qui, naïvement, la pensaient dirigée uniquement contre les fonctionnaires. Répéter sans relâche que nous sommes, tous; concernés. Que ç'en est terminé de la solidarité. Que notre avenir est devenu un produit financier comme un autre. Comme un autre ? Sûrement pas, diront les banquiers. Ce produit-là est chargé d'un contenu émotionnel largement supérieur aux investissements classiques. Nous sommes tous censés avoir peur de la vieillesse et de la misère. Alors, imaginez, si l'une implique l'autre… Bref c'est un produit qui ne peut que rencontrer le succès, à condition, bien entendu, d'enfoncer le clou de la peur, de se fendre d'une belle campagne d'intimidation. Un matraquage organisé, mélange d'intox, de mots d'ordre et de coup de poings sur la table, une offensive médiatique d'une rare intensité a donc lieu, depuis quelques semaines. Relayée par le monde politique, elle draine vers les banques des millions d'éventuels pigeons, sensibles à l'argument de choc selon lequel hors l'épargne, point de salut. Les pubards, maîtres d'œuvre de la campagne, ne reculent devant rien pour rameuter le quidam : utiliser les femmes c'est malheureusement classique (la pub radio durant laquelle la fille tombe amoureuse de son plan d'épargne retraite, aperçu dans une vitrine, n'a pas été déclinée sur le mode masculin…). Faire dire à un enfant qu'il regrette de n'avoir pas profité de la récré pour penser à sa retraite, fait immanquablement songer à cette sortie de Seillière, qui avait déclaré, lors du sacre de Raffarin, que « la récréation » était terminée. Quelle que soit le domaine où elle applique ses « talents », avec ses gros sabots et sa culture de caste dominante, la pub ne peut que coller

au projet de réforme des néoconservateurs, à ce que Serge Halimi appelle à juste titre le « grand bond en arrière ». Elle joue sur le primaire (enfance, amour, sécurité) et, selon son habitude, crée un besoin qui, jusque-là, n'existait pas, ou peu. Et qu'on ne vienne pas nous chanter le refrain éculé du second degré sur lequel joueraient ces pubs, ou le sempiternel « décalage » qui ferait toute leur valeur. Vis-à-vis du réel, une pub est toujours décalée. Ou alors ce n'est pas une pub.

Décalée, la campagne sur les fonds de pension l'est à plusieurs titres. En niant l'évidence d'une temporalité propre à l'humain, qui n'a rien à voir avec celle des cotations boursières : l'enfance n'est pas le lieu où peut se penser la vieillesse. De même, il est étrange et rare qu'une jeune femme de trente ans songe à celle qu'elle sera quand elle en aura soixante-dix. Tout cela, les jeunes gens bien élevés de la publicité le savent. De même n'ignorent-ils pas que sous couvert de décalage ils ont pour mission de bouleverser les codes habituels grâce auxquels nous nous projetons, de manière raisonnable (sans peur, sans inquiétude exagérée) dans un avenir qui n'a pas l'apparence de l'ennemi. Or, l'offensive actuelle vise rien moins qu'à nous dresser contre notre propre avenir. En ne faisant pas aujourd'hui « ce qu'il faudrait qu'on fasse », nous serions coupables vis-à-vis de celui que nous serons plus tard. Que l'enfant, et c'est heureux, ne sache rien de l'adulte qu'il porte en lui, que l'adolescent vive pleinement le présent, porte préjudice aux banquiers, lesquels rêvent de voir des jeunes gens de vingt ans souscrire des plans retraites. Ils savent qu'ils contribuent, par leurs matraquages médiatiques, à alimenter le malaise de leurs contemporains, quotidiennement soumis au feu des injonctions contradictoires : sois toujours jeune et belle ou beau, mais pense à tes vieux jours. Profite de l'instant, mais travaille pour demain. Consomme, dépense sans compter, en même temps n'oublie pas qu'il te faut épargner… Alors on ne s'étonne plus de croiser des jeunesses qui économisent pour acheter leur studio, ou d'entendre des vieillards de trente ans se vanter de ne plus fumer, de ne plus boire de café, de s'être mis au sport parce que c'est-bon-pour-la-santé, et que tant qu'on est en forme, c'est qu'on est pas malade. On espère pour eux qu'ils n'ont pas tout à fait renoncé aux plaisirs, mais on en est pas sûr. Car le culte de l'instant présent, en se superposant à celui d'une mort sans cesse repoussée, et donc d'un avenir sans limite, produit une schizophrénie avec laquelle il n'est pas évident de négocier. C'est sur ce genre de fumier que poussent les grosses fortunes d'une poignée d'homme d'affaires, chargés de nous brader notre propre avenir. Si c'est ça l'avenir, qu'ils se le gardent. Retour vers le No future !

Fred
Groupe Louise-Michel

Empreintes génétiques

À quand le fichage de la connerie ?

Anatoly Bararinsky, *Répression*

La capacité de nuisance des religions, peu importe laquelle, est universelle, l'affirmer c'est découvrir qu'il fait jour à midi. Mais il sera de bon ton et de bon goût de ressasser, d'enfoncer le clou, de ferailler sans cesse, de marteler que les croyances sont un défi au bon sens et à la liberté de penser.

Le cas d'Abdelkader Bouziane, car Abdelkader Bouziane est un cas, est révélateur de la perversité de l'obscurantisme poussé jusqu'à la caricature. Cet imam lyonnais, aficionado de la rouste, en est arrivé à faire regretter que le droit d'asile que nous érigions en principe, c'est-à-dire non négociable, pouvait parfois recevoir quelques coups de canifs. En arriver à se féliciter en douce d'une expulsion, il fallait quand même le faire. Et il y est arrivé l'imbécile.

Pouvons-nous en effet tolérer la polygamie (ou la polyandrie éventuellement) et accepter comme principe le châtiment corporel ? La réponse est bien entendu dans la question. De telles affirmations méritent que son auteur soit extrait du corps social et mis à l'écart. En clair et pour causer comme tout le monde : qu'on le foute dehors avec un bon coup de pied au cul. L'État de droit, faut-il le regretter ou non, n'étant visiblement pas en mesure de répondre. Deux pas en avant deux pas en arrière, des arguties juridiques et des avocats finauds : voilà bien le scénario de cette pénible affaire. Mais la bonne vieille loi du Talion ferait rire aussi. Imaginons un bataillon de mâles en rut se disputant l'une de ses épouses tandis qu'une femme viendrait bastonner vigoureusement ce malheureux enturbanné sous le prétexte qu'il y a trop de sel dans la soupe. Nous n'en sommes heureusement pas là. Mais répétons-le, ce cancer du corps social doit être extirpé et vite.

Autre sujet d'inquiétude, c'est l'Affaire Charles Hoareau. Ce syndicaliste marseillais, animateur des comités de chômeurs CGT et donc ardent militant de la cause des recalculés, vient de se voir convoqué par l'administration pour un prélèvement d'empreintes biologiques. Visiblement l'État digère bien mal la victoire des chômeurs marseillais et vient s'en prendre à l'une des figures emblématiques de ce succès juridique et militant. La confusion entre justice et vengeance est patente. C'est bien de la criminalisation de l'action syndicale qu'il s'agit. L'application de la loi Perben associe les activités syndicales de Charles Hoareau à celles des pédophiles, des trafiquants de drogue, des assassins et pourquoi pas de ceux qui battent leurs nombreuses femmes au nom du Coran et de l'Islam.

Je mélange tout ? Pas si sûr… Le même État de droit condamne à la fois ce con dangereux d'Abdelkader Bouziane et les activités humanistes, humanitaires, tout ce qu'on veut, de Charles Hoareau.

Il y a bien absurdité à surcodifier notre quotidien. Il y a bien danger à tout prévoir et tout organiser pour que les bonnes gens puissent consommer, chômer et croire dans tous les dieux du ciel.

Jipé

Aquarium cylindrique sur mesure avec bar intégré.doc

Dans un palace parisien où la chambre la moins chère coûte la moitié du salaire mensuel minimum garanti, on trouve un magazine adapté à la clientèle de cet hôtel, *Robb Report for the luxury lifestyle*. *Robb Report* explique aux nouveaux riches comment dépenser leur fortune. Sur 192 pages, 14 sont consacrées à la publicité pour des jets privés. 28 vantent des montres (ou cet indispensable accessoire, le remonteur de montres automatiques, en acajou, ébène ou cuir d'alligator). 6 ou 7 des yachts, le reste se partageant entre treize bijoutiers, des décorateurs (le défi : une encombrante colonne d'un mètre d'épaisseur au centre de cette résidence de luxe. Notre solution : un aquarium cylindrique sur mesure, avec bar intégré), des conseillers financiers promettant de réduire de 50 % ou plus les impôts de leurs clients, deux fabriquants de billards de luxe, un « architecte de chemises », l'étrange immeuble flottant appelé Residensea qui permet à cent dix riches de déclarer comme résidence légale ce bateau sur lequel évidemment on ne paie pas d'impôts, et le Prince Marketing Group qui, si vous avez besoin d'une célébrité pour une cérémonie, un lancement, une remise de prix, vous louera les services de princes du bon goût tels que Magic Johnson ou Pamela Anderson.

Deux pages sont consacrées aux petites annonces : vous voulez récompenser votre directeur financier qui part à la retraite ? Il sera bouche bée lorsqu'il verra l'histoire de sa vie recréée sur grand écran, sous la forme d'une biographie de journal télévisé, d'un reportage historique, voire d'une parodie de « Questions pour un champion ». Contactez Your Life Productions. Dommage que la Révolution française ait eu lieu, nous ne pouvons plus proposer le service suivant : « Dear Lord or Lady », titres de Lord of the Manor en vente par traité privé. Datant de 1066.

Jadis tenus par la couronne britannique. Contactez lords@manortitles.com. Il semble que la concurrence soit rude dans le domaine de la savonnette à vilains (comme l'appelait ceux des nobles dont les ancêtres étaient savonnés depuis plus longtemps que ceux des acheteurs de lettres de noblesse) car une autre annonce propose ceci :

« Découvrez les incroyables avantages pour votre vie sociale et professionnelle qu'apporte l'acquisition d'un titre de Lord ou Lady of the Manor. Quelques titres disponibles chaque mois, avec connections royales, de 5 500 $ à 125 000 $. Devenez un membre de la Landed Gentry Society of Great Britain. Les avantages incluent des déjeuners à la Chambre des Lords et des surclassements sur les compagnies aériennes… » Ne croyons pas que les riches n'ont pas de sentiment !

Un cadeau intime

Photographies classiques et de bon goût par couple marié de renommée mondiale. Images finales exquises. Exprimer votre amour est une aventure, audacieuse et excitante. Portraits, nus sensuellement romantiques. Maquillage et coiffure ; tous lieux, ou studio. Idéalisez votre silhouette, capturez votre âme. « Elle » sera incroyable. « Il » en sera fou.

Totalement confidentiel. Inner Spirit Photography : www.inner-spirit.com

Ô vision de Texanes quadragénaires planifiant quatre mois d'aérobic pour être fin prêtes pour le nu sensuellement romantique, pris sur un grand lit à dentelles par le couple mondialement connu, le drap cachant le téton mais révélant le poids du sein, encadré dans un ovale doré à la feuille, entouré d'un ruban rouge, et posé sur l'oreiller du lit nuptial ! *Robb Report* n'oublie pas de satisfaire les besoins spirituels des riches, et d'abord leur inextinguible soif d'art. Ainsi Debruyne Fine Art, qui offre une sélection d'exceptionnelles peintures impressionnistes du passé comme du présent, se fait une joie de présenter le poéte (*sic*) parisien de la peinture, l'immortel Edouard Léon Cortés, 1882-1969.

L'œuvre reproduite s'intitule *Après-midi au café de la Paix* et représente le carrefour de l'Opéra vers 1935, à en croire l'allure des autobus. La photographie de Cortés le montre toutefois, lui, en costume 1900, car le client américain sait tout de même que l'impressionnisme est né en 1900 ! Pour être riche on n'en est pas moins travailleur : c'est Robbie K. Carlyle, qui l'affirme par une statue représentant un vigoureux mâle qui se sculpte lui-même à coups de marteau sur un bloc de granit, bien que la sculpture soit en bronze. L'œuvre se nomme *Self-Made Man, Man carving his character, and his future*.

Mieux encore, la Knox Gallery offre à l'admiration de tous *Promise of the Prairie*, une merveilleuse sculpture : un jeune homme en salopette, la tête légèrement relevée pour contempler le futur, tenant sur son bras gauche son fils aux pieds nus, et de son bras droit la taille de sa belle quoique modeste épouse. Elle aussi regarde l'avenir, mais en gardant la tête amoureusement penchée sur l'épaule virile de son mari. À 65 000 dollars, une affaire.

Nestor Potkine

ST Micro

La lutte continue

L'AG du comité de soutien aux salariés de ST Micro en lutte (Rennes, maison du peuple, samedi 17 Avril)
La journée a commencé par des interventions de salariés dont les luttes ont marqués les esprits ces derniers temps (Lu-Danone, Métaleurop). Des entreprises et secteurs prêts à rentrer en lutte (Thalès civil, les chantiers de construction navale à Saint-Nazaire) étaient également présents. Certains s'interrogeaient sur l'utilité sociale de la production de leurs usines. Ce fut le cas du collectif de Rouen composé d'employé.e.s d'Aventis, (tristement célèbre pour son Fipronil ou Gaucho), et de l'usine Grande Paroisse (même groupe que AZF Toulouse). Tous portaient l'espoir d'un mot qu'il nous plait à entendre, nous anarchistes: « fédérer les luttes », c'est à dire chercher à s'unir interprofessionnellement pour combattre les patrons toujours plus avides de profits.
Après l'intervention particulièrement longue de Thierry Renard, membre du bureau national de SUD-PTT en charge des affaires juridiques, eut lieu un débat sur les perspectives et les enseignements à tirer de la lutte des ST Micro. Environ 150 personnes étaient présentes au meeting, avec une forte présence de SUDistes et de militants d'organisations d'extrême gauche (LO, LCR, etc.). La CNT était représentée. Des collègues STM de Tours et de Grenoble étaient également présents car il est maintenant question de délocalisation des activités de leur site. Les principales questions abordées lors de ce débat ont portés sur l'interdiction des licenciements: cela doit-il être une revendication syndicale, que les salariés et syndiqués font vivre, au-delà des seules questions légales, ou au contraire un slogan politicien, qui, en demandant une loi, s'abstrairait de la réalité du rapport de classes vécue par le salariat. Il a beaucoup été question de l'implication des confédérations syndicales. Un avis assez généralement partagé était qu'elles ne font pas leur travail de mobilisation interprofessionnelle sur le terrain. C'est la raison pour laquelle les propositions suivantes ont été faites: appel à une réunion nationale à Paris pour mobiliser contre les licenciements, et plus largement, élaboration d'une plate-forme commune sur la base de l'appel existant. Le comité de soutien, l'association « Boulevard de la Lutte », et leurs réseaux, travailleront à la construction de la coordination nationale contre les licenciements.

In le Communard 35 n° 4

23 jours de grève au centre de tri Rennes-Airlande

Le mercredi 24 mars, la majorité du personnel (fonctionnaires et CDI) du centre de tri se met en grève en apprenant que la direction avait prévu au titre de la réorganisation la suppression de 9 positions de travail, de plus la direction prévoit que le service du 2 nuits sur 4 serait à terme supprimé, les agents étant redéployés sur des services de fin d'après-midi, de début de soirée, ce qui à terme devrait les faire travailler 47 jours de plus par an. Les grévistes décident de bloquer le centre de tri pour la nuit du mercredi au jeudi, ils le ré ouvriront le jeudi de 11 heures à 15 heures, dans l'espoir déçu d'entamer des négociations.

Le 25 mars au matin, les sieurs Guillou, directeur du centre de tri, Jeannin, directeur DOTC 22-35, donnent l'ordre criminel à un chauffeur d'une entreprise privée travaillant pour La Poste de faire sortir un camion resté bloqué à l'intérieur du centre de tri. Le camion fonça sur le piquet de grève, un gréviste eut le réflexe de sauter dans un feu de palette afin d'avoir la vie sauve... L'après-midi même, ces patrons scélérats iront jusqu'à faire envoyer les forces de répression afin de dégager le centre de tri sous le prétexte fallacieux du bon déroulement de la mascarade électorale alors que ces plis avaient pris un autre circuit d'acheminement.

De plus tout au long du mouvement, la direction de La Poste mania comme à son habitude avec dextérité mensonges, désinformations, pressions, tout le manuel du bon manager y est passé. Par exemple, pour le taux de grévistes, elle se permet de prendre en compte la totalité des agents sans défalquer les personnes en congés ou en maladie ou en ARTT, etc. au lieu bien entendu de prendre l'effectif prévu au tableau de service. Quand au projet de réorganisation, le personnel a découvert que la direction avait non seulement prévu de supprimer une vingtaine d'emplois dès cette année mais que pour les années 2005-2006, ils avaient prévu d'en supprimer une quarantaine d'autres. Les patrons disent qu'il n'y a pas de licenciements, mais 40 personnes partant en retraite non remplacées, c'est pourtant 40 autres personnes ne pouvant travailler dans ces emplois là. Si ce ne sont pas des licenciements, le résultat est qu'il y aura bien 40 chômeurs en plus tout de même.

Pendant 3 semaines, les employé.e.s se firent ballotter de séances de négociation en rupture, sans avancée véritable, sauf de reculer l'échéance un peu plus, Guillou se permettant même (sans doute aux ordres de Paris), de reprendre un jour ce qui avait été accordé la veille. Visiblement la Direction jouait le pourrissement du conflit, Rennes étant envisagé comme lieu d'implantation d'une plate-forme nationale, la lutte avait pour les dirigeants valeur de test pour évaluer de la combativité des agents. La grève s'est terminée le vendredi 16 avril, après une victoire au goût amer: 4 CDD sont transformés en CDI temps complet, maintien du service et du personnel 2 nuits sur 4 jusqu'à fin 2006, les grévistes vont devoir payer tous les jours de grève. 7 jours sur la paye d'avril, le reste d'ici fin 2004.

Une autre fin ?

Alors qu'au début la grève affectait tous les services de jour comme de nuit, la direction a joué la division en isolant les services de nuit les plus combatifs, indiquant que le jour n'étant en rien concerné par les suppressions de postes. La chefferie départementale CFDT PTT, comme d'habitude après avoir aboyé est rentré au bercail laissant nombre de ses adhérents pour le moins interloqués. Dans les 2 ou 3 premiers jours, il eut été possible de construire un mouvement d'ampleur au centre de tri et de gagner la solidarité des autres services de la Poste (bureaux, centre de distribution, etc.), mais les organisations syndicales ont très peu communiquer sur le conflit vers les employé.e.s de la Poste, ni non plus aux militants CGT-PTT et SUD-PTT, excepté 2 rassemblements les 1er et 15 avril. Ces appels à la va-vite ont empêché une véritable mobilisation à la mesure des enjeux, laissant la direction faire son travail de désinformation.

In le Communard 35 *n° 4*

Criminalisation...

Le groupe La Sociale de la Fédération anarchiste dénonce avec véhémence la répression subie par les salariés de STM et particulièrement Jean-Marie Michel, leur délégué syndical, lors du passage de l'ex-Ministre de l'intérieur Sarkosy à Saint-Malo pour un meeting de singerie préélectorale. Alors que les salariés en lutte pour la sauvegarde de leur 600 emplois et de leur usine voulaient seulement interpeller le ministre et informer la salle de leur situation, les forces de répression du dit ministre ont arrêté Jean-Marie Michel, l'ont menotté bras dans le dos puis conduit au commissariat de Saint-Malo. Là, contrairement à la version officielle, c'est la solidarité de ses camarades de lutte qui manifestant devant le commissariat a permis sous la pression de le libérer. Nous dénonçons la criminalisation du mouvement social qui voudrait nous faire croire que toute velléité de résistance à cette société serait considérée comme un acte terroriste.

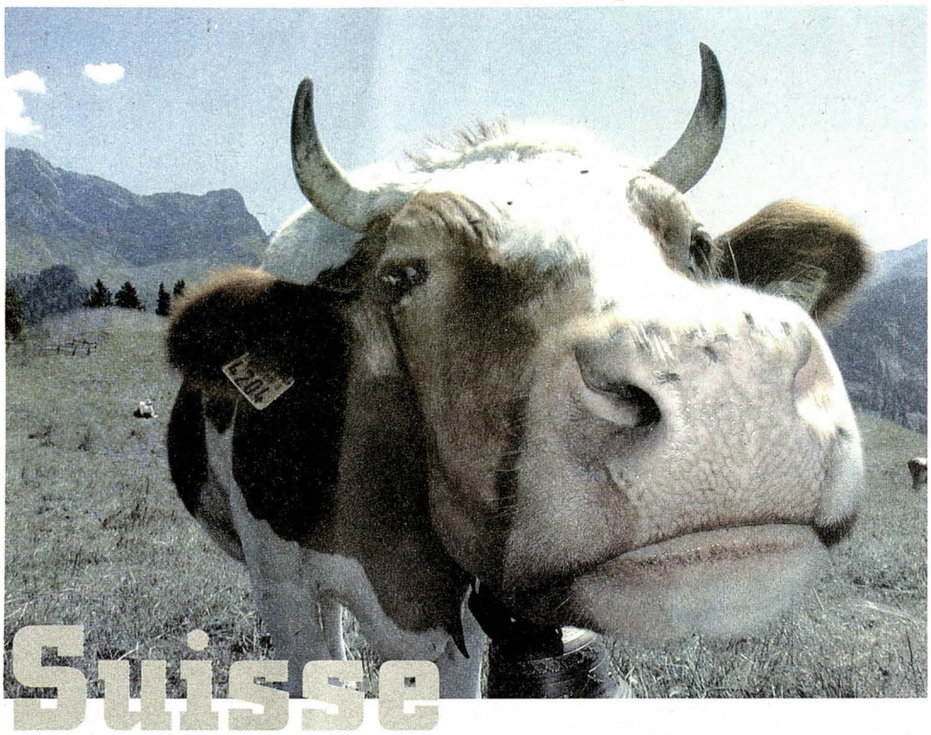
Pologne
Le Forum européen alternatif

L'événement à rassemblé, selon les estimation des organisateurs, près d'un millier de personnes, la plus grande partie n'étant pas issue du mouvement anarchiste. Le site Internet crée pour l'occasion a enregistré, quant à lui, des milliers, et même des dizaines de milliers, de connexions.
Des conférences intéressantes ont malheureusement dû être écourtées, le lieu ayant été changé au dernier moment pour un plus petit, et les organisateurs se refusant à en annuler aucune. Les ateliers et tables rondes, activités engageant l'assistance dans une participations plus active ont, eux, été durement touchés, ce qui est bien dommage. La plupart des débats étant organisés par des anarchistes, des communistes d'obédiences diverses apportèrent la contradiction.
Une grande manifestation (cinq à dix mille personnes) a rassemblé les anarchistes, mais aussi des chômeurs, des syndicalistes (paysans, mineurs autonomes, etc.), des écolos, féministe, etc. Malgré un déploiement policier monstrueux, avec hélicoptères, snipers et le reste, il n'y a pas eu de heurts. Les anciens se souvinrent, devant cette Varsovie en état de siège, de l'époque de la loi martiale. Les militants de la Fédération anarchiste locale n'ont pas manqué de dénoncer cet état de fait.

1er mai en Israël

La manifestation du Premier Mai à Tel Aviv a été marqué par des incidents. Des militants de gauche sionistes, aidés par la police, ont tenté d'interdire l'accès de la place aux anarchistes et de les empêcher de distribuer des tracts. Finalement, les camarades ont perturbé l'hymne national israélien en criant « Sionisme égal racisme », et ont entonné l'*Internationale*. Ce qui s'est naturellement terminé par des gifles.

M. L.
Source: A-infos



La politique des interdictions de périmètre est plus qu'une simple politique d'exclusion

Depuis l'entrée en vigueur de la loi bernoise sur la police en 1998, les flics ont la possibilité dans ce canton d'interdire quelqu'un.e d'un certain périmètre sous prétexte qu'il/elle est susceptible de troubler l'ordre public. Cette mesure est appliquée en priorité aux « marginaux », c'est-à-dire à des personnes qui n'ont commis aucun délit et à qui on ne peut rien reprocher de concret. Le principe même de pouvoir interdire « préventivement » le séjour dans l'espace public à des personnes qui n'ont commis aucun acte délictueux est plus que douteux et est en contradiction directe avec la liberté de mouvement, d'expression et d'établissement.

Des personnes en situation le plus souvent déjà difficile sont ainsi encore plus exclues. Le plus souvent, les personnes concernées sont incapables de payer les amendes infligées et finissent donc en prison, sans, comme déjà indiqué, qu'elles aient commis le moindre délit.

Mais derrière cette politique, pratiquée sous d'autres formes dans la plupart des autres villes suisses, se cache une répression discriminatoire contre des individus. Cette politique d'interdiction est un moyen grossier et brutal pour évacuer les contradictions sociales de l'espace public.

L'espace public se voit toujours plus colonisé par l'économie: Les places, les ruelles, les parcs et les gares, etc., cessent ainsi d'être des lieux de rencontre ouverts à tou.te.s et doivent dégager une rentabilité économique.

L'espace public est ainsi destiné à devenir un gigantesque supermarché où les gens viennent consommer avant de disparaître dans leur quartier d'habitation. Les toxicos, les clochards, les originaux/ales, les marginaux/ales, les désœvré.e.s et les alcoolos dérangent la rage de consommation, parce qu'ils/elles sont un rappel permanent de ce que le fait de pouvoir dépenser de l'argent ne suffit pas à lui seul à trouver le bonheur.

Plus l'espace public est ainsi colonisé et plus la concurrence entre les magasins est acharnée. Plus la concurrence est grande et plus le capitalisme est agressif.

La résistance contre cette politique d'interdiction va au-delà de la simple solidarité avec les victimes. Elle s'inscrit dans la lutte pour la défense de l'espace public et contre la présence croissante de services de sécurité privés, semi-privés et autoproclamés. Cette résistance contre la politique d'interdiction exprime également le refus d'une politique du rejet, de la peur, des boucs émissaires et des pseudo-problèmes. Une politique qui permet, grâce à la propagande la plus facile, d'engranger des succès électoraux.

Cassons le délire de la consommation! Soyons attentif/ves à ce qui se passe! Intervenons!

Participez à la journée nationale d'action du 8 juin pour la défense de l'espace public!

In Rébellion *n° 28, feuille d'agitation de l'Organisation socialiste libertaire. Source: A-Infos*

Progressisme marxiste contre mirage médiatique

Le miroir aux alouettes laotien

J. Berger

En général, la plupart de ceux qui reviennent du Laos n'ont qu'un seul mot à la bouche : « sérénité ». Sérénité des paysages, amples et clairs, sans ce voile de pollution qui semble ailleurs devenir indissociable des humains. En janvier, en pleine saison sèche, les pitons calcaires de la région de Vang Vieng, à 120 km au nord de Vientiane, la capitale, sont vraiment d'une beauté qui ne peut laisser indifférent. Sérénité des villes, dont les plus vastes sont de la taille d'une modeste bourgade française, sillonnées de dizaines de mobylettes et de scooters transformés en transports en commun rudimentaires, les tuk-tuks. Sérénité des Laotiens enfin, dont la gentillesse apparemment désintéressée n'est pas un vain mot. Nombre d'entre nous pourraient prendre exemple sur leur mansuétude amusée – ironique ? – envers les touristes qui envahissent les rues de Vang Vieng. Dans ce nouvel éden du tourisme beatnik pas cher, Australiens, Israéliens ou Français viennent surtout pour s'avachir au bord de la Nam Xong, la rivière autour de quoi la vie semble tourner ici. Buvant de la Beerlao – la bière locale – en écoutant les derniers tubes technos, ils attendent l'heure d'un petit cachet d'« ecta birmane », de quelques champignons hallucinogènes ou – suprême frisson de l'interdit – d'une pipe de cet opium dont l'État affirme avoir proscrit le commerce... Le lendemain, peut-être, ils braveront la rivière sur des bouées multicolores, lente dérive qui sera sans doute leur seul exploit sportif dans ces contrées.

Le sourire permanent sur le visage des Laotiens est-il alors un cliché de plus ou se

Camion de bois militaire (photo A. Ricaux)

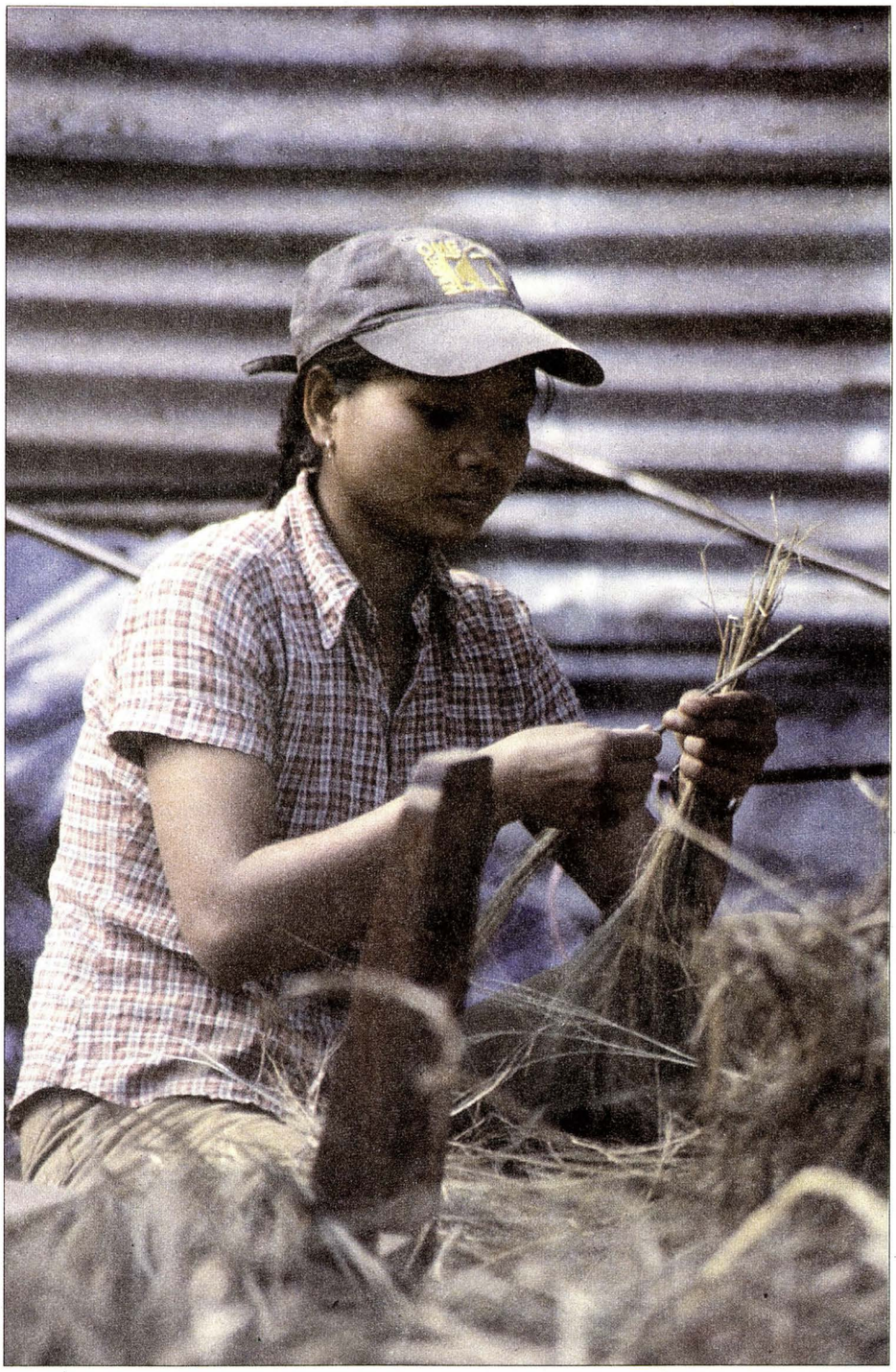
rient-ils vraiment de nous autres avec ce bonheur simple qu'on ne prête qu'aux plus démunis ?

Car il y a du bonheur chez les Laotiens. De l'humanité. Quelque chose que nous devons avoir oublié quelque part sur la route du progrès. Et cela malgré une pauvreté qui met régulièrement le pays sous les projecteurs des ONG. Il y a quinze ans, un grand mensuel de voyage mentionnait déjà cette indigence qui n'allait pas tarder à disparaître, balayée par une « nouvelle imagination » et la confiance des Laotiens en un renouveau qui les libérerait du sous-développement. Aujourd'hui, qu'en est-il vraiment ? Qu'avons-nous vu au Laos durant les trois semaines que nous y avons passé, qui laisse croire en une évolution, dans un sens ou dans l'autre ?

À vrai dire, peu de chose. Le constat, évident, est que les gens n'ont pas grand-chose pour vivre. Comme dans nombre de pays qui fondent leur politique sur le communisme, la misère absolue n'existe pas. Dans la région de Vang Vieng, la population a toujours assez de nourriture pour survivre et, sous un climat aussi propice que celui du Laos, chacun cultive son lopin de terre, qui suffit aux besoins familiaux. Le marché, évidemment pittoresque, permet d'obtenir le reste, viandes étranges, insectes à griller ou calmars desséchés made in Thaïlande. En théorie, donc, pas de malnutrition ici. Il est vrai, au demeurant, que nous n'avons pas croisé d'enfant ressemblant à des ballons de foot perchés sur des baguettes de bambou, ainsi que la dénutrition se plaît à les transformer. Pas d'obèses non plus... Sans être très varié, le régime alimentaire est donc équilibré, ce qui reste l'effet le plus inattendu du communisme à la laotienne ! Peut-être aussi est-ce dû au bouddhisme (que le Parti n'a jamais interdit, le clergé ayant été un acteur important de la Révolution) pour lequel l'aumône aux plus démunis est une vertu capitale. Cela, sans aucun doute, ne suffit pas à affirmer que les Laotiens vivent dans la félicité la plus parfaite. Ce serait oublier que, tel que nous l'avons vu, le pays a été très fortement restructuré par les gouvernements qui s'y sont succédé depuis 1975, lorsque le Pathet Lao est arrivé au pouvoir. De camps de rééducation en déplacement de population, la mosaïque d'ethnies a véritablement été recomposée afin de correspondre aux vœux de l'État. En particulier, les communautés des montagnes se sont vues contraintes à descendre vers les vallées pour y cultiver le riz. Si la plupart n'y ont vu aucun « inconvénient » (via une rééducation ad hoc ?), certains s'y sont refusés. Parmi eux, les Hmong, très en vogue ces dernier temps si l'on en juge par le nombre d'articles vaguement sensationnels qui leur sont consacrés.

Il faut dire que les Hmong, arrivés au Laos dans le courant du XIXe siècle depuis le sud de la Chine, ne peuvent laisser indifférents. Leur culture, leur langue, leur morphologie même sont différentes du reste de la population. Maîtres du pavot à opium, ils sont, aujourd'hui encore, à part. Et leur statut parmi les Laotiens, ainsi que nous avons pu le constater, est fait d'une défiance farouche mêlée d'un ostracisme certain. L'un de nos guides à Vang Vieng, pourtant bien « intégré » puisque vivant dans un village de déplacés parfaitement conforme aux vœux du pouvoir, a suscité une extraordinaire défiance de la part de nos hôtes, silences gênés et regards en coin, alors qu'il venait nous rendre visite en ville. Cette appréhension n'est sans doute pas uniquement le fruit de la différence culturelle qui sépare les Hmong des autres Laotiens. Elle vient aussi – et peut-être surtout – de leur position politique vis-à-vis du communisme et de l'engagement d'une partie d'entre eux aux côtés de la CIA durant la guerre du Vietnam. Sous les ordres du général Vang Pao, voués à combattre l'engeance communiste, ils seront les vrais perdants d'une guerre dont ils ne furent, finalement, que de simples pions sacrifiés au combat de deux idéologies contradictoires. Après l'avènement de la République démocratique et populaire du Laos, un certain nombre ont fui le pays pour les États-Unis, la France ou le Canada, via les camps de réfugiés de Thaïlande.[1] Parmi eux, le général Vang Pao. De son exil américain, ce dernier dirige une armée rebelle, retranchée dans la jungle, qui sera laminée par l'armée gouvernementale en quelque trente ans de guérilla. Ce sont les vestiges de cette armée acculée dans une zone interdite à tous, trahie par les États-Unis et finalement lâchée par Vang Pao, qui font aujourd'hui les feux de l'actualité.

Pour les exilés, à qui l'on ne sert qu'une soupe désinformative destinée à entretenir la légende d'une grande armée, l'heure est proche d'une mythique et improbable action



Fabricante de balais à Luang Prabang (photo A. Ricaux)

d'éclat : rien moins que renverser le pouvoir ! En vérité, il s'agit moins pour l'entourage de Vang Pao de soutirer une manne de dollars à la diaspora hmong que de venir en aide à leur armée oubliée dans la jungle.

C'est pour avoir cherché à en savoir plus sur ces rebelles fantômes que Thierry Falise et Vincent Reynaud [2] ont été condamnés en juillet dernier à quinze ans de prison au terme d'un procès ubuesque... Lequel en dit d'ailleurs long sur la manière de rendre la justice au Laos ! Si les deux journalistes n'ont jamais vu la « grande armée », il n'en reste pas moins qu'en jungle, une communauté d'à peine deux milliers d'âmes, nourrie d'illusions, se meurt purement et simplement, tant de faim que sous les tirs de l'armée régulière et, n'en doutons pas, que grâce aux millions de mines larguées par les Américains dans les années 60. Le but de ce pilonnage était alors de décimer la population laotienne déjà acquise au communisme...

Mais tous les Hmong ne sont pas des maquisards ou des exilés. Trois cent cinquante mille d'entre eux, sur une population totale de 5 millions de Laotiens, sont restés au pays. Transférés, rééduqués ou non, largement associés au Pouvoir si l'on en croit Grant Evans[3], ils vivent donc sous l'œil méfiant de leurs concitoyens. Et s'étiolent, loin des jungles montagnardes qui étaient devenues, bon gré mal gré, leur univers, et vers lesquelles ils s'en retournent toujours comme guides, AK 47 en bandoulière. Leurs villages en préfabriqués sont dans un état de délabrement, d'abandon presque, et leurs habitants semblent en proie à cette morosité maladive propre aux déracinés de tous pays... Ailleurs, ces villages se visitent, sans aucun doute mis en scène pour les touristes. Non loin de Luang Prabang, principale destination des tour-opérateurs culturels grâce à ses dizaines de temples réellement somptueux, il faut absolument aller jusqu'au « village hmong » pour que le séjour soit parfait. Comment, dans ces conditions, ne pas songer aux réserves des derniers Caraïbes en Dominique, ou aux Indian Reservations américaines, véritables ghettos, succédanés culturels morbides, zoos humains dignes d'une exposition coloniale.

Car pour voir le Laos, pour en approcher la réelle richesse, il n'est pas besoin de se rendre dans ce genre de camps touristiques. Il suffit de partir dans les petits villages, de prendre le temps, comme toujours, de s'intéresser aux humains que l'on y croise. Il ne faut pas croire que la police opère une surveillance étouffante – nous ne sommes pas à Cuba ! – même si sa présence est loin d'être anecdotique. La rencontre fortuite d'un enseignant dans un petit village nous en a appris plus en une journée sur le pays que bien des pages d'analyses politico-économiques ! Professeur de collège, monsieur K. gagne 200 000 kips par mois, qu'il affirme ne pas toujours toucher en temps et heure. Deux cent mille kips, la somme peut paraître rondelette : elle ne correspond en fait qu'à 20 euros... Pourtant, avec ce salaire, il est bel est bien un nanti, puisque non content de faire vivre sa famille, il se fait construire, à deux pas de la case en bambou de ses parents, une petite maison en brique rouge qui lui coûte plusieurs millions de kips. Cela donne une échelle de valeur et fait de nous, voyageurs en apparence désargentés à la recherche du moindre coût, de véritables milliardaires. On comprend dès lors mieux pourquoi tout, ici, est destiné à soutirer la moindre centaine de kips aux visiteurs, des passerelles à péage aux taxes d'accès aux grottes, y compris, nous a-t-on dit, aux spéléologues qui contribuent pourtant à leur mise en valeur.

C'est par un biais aussi fortuit que nous constatons que le système de santé, pourtant bien développé, est dans un état pitoyable. Après un accident, un de nos camarades va se faire soigner à l'hôpital de Vang Vieng. Là, le médecin qui l'examine ne le soigne pas directement mais lui demande d'aller acheter ses médicaments à l'épicerie-tabac-pharmacie la plus proche puis de revenir, dûment pourvu de gazes, désinfectant et autres pansements ! Autrement dit, pour qui n'a pas les moyens d'acheter au préalable de quoi se faire soigner, point de salut...

Il n'y a donc pas qu'une seule réalité laotienne, contrairement à ce que l'on pourrait croire à la lecture des quelques articles dont l'angle est toujours soigneusement choisi pour mettre en avant la beauté du pays, sa douceur, la gentillesse de son peuple ou la

légende d'un contre-pouvoir à deux doigts de renverser un régime forcément tyrannique.

Il y a en fait une infinité de facettes dont on peut se rendre compte que petit à petit et en tout cas jamais dans son ensemble. L'illusion d'un pays stable, prospère – ou à tout le moins en train de le devenir – est parfaitement entretenue par le gouvernement, au travers de réalisations d'envergure ou d'accords commerciaux, en général avec la Thaïlande, grand frère riche dont on aimerait suivre l'exemple sans en appliquer la politique ni en connaître les déboires économiques. Accords commerciaux qui cachent cependant l'exigence de Vientiane d'un arrêt du soutien à l'opposition laotienne et une quasi-obligation de renvoyer les réfugiés hmongs au Laos. L'illusion d'un pays égalitaire aussi. Tout le monde ne semble pas logé à la même enseigne, l'essentiel des richesses – les concessions forestières et l'exploitation des plantations de tecks – étant réservé aux militaires et aux caciques du Parti... Lesquels sont, si l'on en croit diverses sources, des Laos des plaines, autrement dit une partie seulement du peuple laotien en position dominante depuis des siècles ! Comme toujours, tous les Laotiens sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres !

Il y a une pauvreté qui pousse peut-être quelques-uns à se lancer dans une piraterie sanglante le long de la nationale 13, dans les montagnes du Nord, au point qu'il y a deux mois, la région de Vang Vieng aurait été vidée de ses touristes. Officiellement, il s'agit d'attentats dus aux insurgés hmongs. Officiellement encore, cette rébellion n'existe pas... L'on murmure qu'en fait elle ne serait pas réellement l'apanage des parias de la zone interdite de Saissomboun.

Et, derrière la beauté des paysages, il y a encore les tapis de bombes larguées par les Américains, qui tuent toujours adultes et enfants dans les rizières et les forêts. Il y a une espérance de vie qui ne dépasse pas cinquante ans.

Il y a un manque flagrant de liberté, assorti du sentiment d'un immobilisme latent, d'une inertie qui tord le cou aux slogans progressistes du Parti, malgré le désir à peine dissimulé des Laotiens de ressembler aux voisins thaïlandais. Mais l'on ne peut rien contre le progrès : depuis la Thaïlande, feuilletons sirupeux et jeux à peine moins ineptes qu'en Occident se déversent à la barbe de la censure au travers des paraboles, dont les silhouettes dans le soleil couchant, tendent à usurper celles des cocotiers au-dessus des toits de Vang Vieng.

J. B.

Sérénité sur les rives du Mékong (photo A. Ricaux)

1. Les Laotiens fuyant le communisme se sont tout d'abord installés en Thaïlande. Ces camps sont vite devenus les bases arrières de la guérilla, au point d'être une menace bien réelle pour Vientiane. Il y a quelques années, Laos et Thaïlande ont passé des accords pour que ces camps « disparaissent », avec, à la clef, des concessions commerciales exclusives pour Bangkok. Quant aux réfugiés, le Laos leur offrait maison et travail, mais bien évidemment pas dans leur région d'origine.

2. Reporters qui, sur les traces du photographe Philip Blenkiskop, ont tenté de joindre le mythique maquis hmong. Arrêtés puis condamnés officiellement pour complicité de meurtre, les deux hommes sont restés cinq semaines en prison avant d'être libérés après des négociations dont la teneur demeure inconnue. Une journaliste allemande, qui a vécu la même situation il y a quelques années, affirme que son arrestation puis sa libération n'étaient guère autre chose qu'un moyen de pression lors d'accords commerciaux entre le Laos et l'Allemagne.

3. Universitaire australien, expert du Laos.

Internationale des fédérations anarchistes

Pacte associatif

Préambules

L'IFA est une organisation internationale de fédérations anarchistes qui se rattache, par son pacte associatif et son action, aux principes de la Première Internationale anarchiste qui s'est constituée à Saint-Imier en 1872.

L'IFA lutte pour :

– Abolir toute forme d'autorité qu'elle soit économique, politique, sociale, religieuse, culturelle ou sexuelle.

– Construire une société libre, sans classes ni États ni frontières, fondée sur le fédéralisme libertaire et l'entraide.

L'action de l'IFA se basera toujours, tant au plan pratique que théorique, sur l'action directe, contre le parlementarisme et le réformisme.

Les fédérations, adhérentes à l'IFA, s'engagent à développer entre elles la solidarité la plus efficace dans tous les domaines ; à coopérer et coordonner toute initiative ; à fournir une aide régulière à l'IFA et à son secrétariat ; à développer, à l'échelle mondiale, l'action anarchiste. Chaque fédération étant autonome dans sa propagande et son développement.

Adhésions et démissions

Pour adhérer à l'IFA, une fédération doit :

– Se reconnaître dans son pacte associatif et son action définis dans les congrès.

– Présenter sa demande d'adhésion au secrétariat qui s'engage à la communiquer à tous les membres de l'IFA. En l'absence d'opposition, de la part des fédérations adhérentes, formulée dans l'espace de six mois, l'adhésion devient immédiatement effective. Elle devra être ratifiée, à l'unanimité, par le congrès suivant. En cas d'opposition, seul le congrès peut réexaminer la demande d'adhésion.

L'adhésion implique le versement d'une cotisation dont le montant est déterminé en congrès.

L'IFA souhaite l'existence d'une seule fédération anarchiste par pays, mais, ne reconnaissant pas la géographie politique imposée par les États, accepte la formation d'autres fédérations à l'intérieur d'un même territoire, dans le cas où la fédération déjà adhérente ne formulerait pas d'opposition.

L'IFA accepte l'adhésion de fédérations plurinationales qui entendent, de cette manière, développer, à l'intérieur d'aires géographiques et/ou linguistiques contiguës, la pratique de l'internationalisme anarchiste.

En cas de constatation, par le secrétariat, de non-activité durable et confirmée de la part d'une fédération adhérente à l'IFA, celui-ci s'engage à en informer tous les membres de l'IFA. En l'absence d'opposition de la part des fédérations adhérentes, formulée dans l'espace de six mois, la démission sera considérée comme effective. Elle devra être ratifiée, à l'unanimité, par le congrès suivant. En cas d'opposition, seul le congrès peut réexaminer cette démission.

Au cas où une reprise d'activité serait constatée, cette fédération peut proposer sa candidature à l'IFA, conformément au pacte associatif.

En l'absence d'organisation fédérée au niveau national, peuvent adhérer à l'IFA aussi des groupes qui s'engagent, à l'intérieur de leur territoire de référence, à créer une fédération. Cette adhésion ne pouvant être que provisoire, les fédérations de l'IFA se réservent le droit, dans le cadre de leur congrès, de reconsidérer cette adhésion si elle n'a pas encore débouché sur la constitution d'une fédération. La nouvelle fédération doit faire sa demande d'adhésion à l'IFA.

Au congrès de l'IFA à Besançon, en avril 2004

Contacts internationaux

L'IFA entretient des liens cordiaux avec l'ensemble du mouvement libertaire mondial dans sa lutte contre toutes les formes et structures de domination (échanges d'informations, solidarité, etc.) et peut inviter ses délégations à assister à ses travaux.

Les congrès

L'IFA se réunit en congrès au moins tous les trois ans. Le congrès décide des orientations et des axes d'action de l'IFA à l'unanimité.

Un an avant sa tenue, une réunion du secrétariat, avec les personnes chargées des relations internationales des différentes fédérations, définira l'ordre du jour, la date et le lieu du congrès de l'IFA.

Le Congrès délibère sur les initiatives de l'organisation et confie, à l'unanimité, le secrétariat de l'IFA, chargé de mettre en application les mandats du congrès, à une fédération adhérente qui nommera ses membres.

Le secrétariat

Le secrétariat, en outre, a pour tâche de prendre soin des relations avec les personnes chargées des relations internationales au sein des différentes fédérations adhérentes, qui se réuniront conjointement et/ou par aire géographique, au moins tous les six mois.

Le secrétariat représente l'IFA et a pour tâche d'œuvrer à la fois à son rayonnement et à son développement.

En outre :

– Il stimule les contacts et le débat internes de l'IFA.

– Il signale les cas pour lesquels il est nécessaire de développer l'entraide internationale.

– Il édite un bulletin fédéral, point de référence, pour la correspondance et le débat interne de l'organisation.

– Il s'occupe de l'édition de matériel de propagande, portant sur les résolutions et l'action de l'IFA.

– Il perçoit et gère les cotisations que les fédérations versent régulièrement pour le soutien de l'activité de l'IFA.

– Il rend compte de ses activités et de l'exécution de son mandat.

Le secrétariat se présente démissionnaire devant le congrès.

Respect du pacte associatif

Le non-respect des engagements matériels et éthiques qui précédent constitue une remise en cause, de fait, de l'adhésion à l'IFA qui sera ratifié par le congrès suivant.

Modification du pacte associatif

Toute proposition de modification du présent pacte associatif doit être portée à la connaissance de toutes les fédérations adhérentes, au moins un an avant le congrès qui devra l'examiner.

crifa@iaf-ifa.org
www.iaf-ifa.org

Deux sections de l'IFA

L'organisation du VIIe congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes fut l'occasion de recevoir des textes de salutations et de présentation de nombreuses organisations anarchistes. En voici quelques-unes.

Utopia libertaria de Bolivie

Utopia libertaria est une organisation anarchiste de Bolivie très récente, avec à peine plus d'un an d'existence, mais dont les protagonistes disposent d'une expérience de plus de cinq années au sein du mouvement « Tinku », qui fait partie des grands mouvements sociaux de Bolivie où l'on pratique les idées libertaires.

Aujourd'hui, Utopia libertaria réalise un travail de formation et de diffusion des idées libertaires au sein des mouvements sociaux.

Depuis des années, c'est la première fois qu'une organisation anarchiste travaille coude à coude avec les mouvements sociaux les plus importants de Bolivie comme la Coordination de l'eau et de la vie, la Coordination de défense du gaz, la COB, la Fédération des paysans, etc.

Utopia libertaria agit à travers le mouvement Tinku qui est toujours en lutte contre le néolibéralisme :

« Nos principes sont liés à une expérience de pays qui, comme la Bolivie à forte composition indigène, avec une vie communautaire des villages, est similaire aux propositions et expériences anarchistes. C'est pour cela que nous nous déclarons anarchistes andins.

» Nos principes sont : l'organisation horizontale, le consensus, la démocratie et l'action directe, l'autonomie, l'autogestion, la tolérance et le respect mutuel, la solidarité, la réciprocité et la communauté indigène, le travail avec et dans les mouvements sociaux, indigènes et populaires, le féminisme et l'antiautoritarisme, le respect de la nature et de la Pachamama.

» En ce moment, en Bolivie, nous sommes dans un état d'urgence et de mobilisation contre la trahison du nouveau gouvernement de Carlos Mesa qui veut vendre le gaz sur le dos du peuple au profit des multinationales pétrolières. »

Utopia libertaria de Bolivie
Bolivar n° 310, 1er piso
Casilla postal 1825
Cochabamba, Bolivia

La Fédération anarchiste de Rio de Janeiro (FARJ)

Notre histoire remonte aux grandes luttes du siècle passé, à l'organisation des premiers syndicats, aux luttes pour les 8 heures, à la grève de 1917, à l'insurrection anarchiste de 1918, etc.

Nous sommes directement liés au mouvement ouvrier qui en août 1923 reconstitua sa fédération régionale. Le pays était dans une situation dramatique, et les bolcheviks agissaient contre les militants et les syndicalistes libertaires. Mais personne ne put stopper la croissance de la FARJ dans les mois qui suivirent. Après la répression féroce qui suivit la révolte militaire du 5 juillet 1924, quand tous les syndicats furent muselés, les principaux militants enfermés ou déportés, cette organisation disparut. Quand nous avons fondé la FARJ, c'est en hommage à ces compagnons et compagnes qui nous ont donné la force de construire notre organisation.

Nous nous revendiquons aussi des luttes anarchistes contre le fascisme des années 30.

Dans les années 70, malgré la dictature, un Cercle d'études libertaires (CEL) fut constitué qui donna naissance à d'autres groupes.

Dans les années 90, les anarchistes ont participé aux luttes sociales, aux occupations de terres qui durent encore aujourd'hui.

Suite à toutes ces expériences, il nous a paru nécessaire de créer une organisation anarchiste spécifique. La formation de la Fédération anarchiste uruguayenne (FAU) nous a incités à fonder une organisation au Brésil qui se traduisit par la création de l'Organisation socialiste libertaire (OSL), expérience qui marqua un tournant dans l'histoire de l'anarchisme organisé et qui prouva qu'il était possible de coordonner nos efforts pour créer une Confédération anarchiste brésilienne. À partir de cela, nous assurons de nos meilleurs sentiments toutes les organisations anarchistes. Nous affirmons notre détermination à travailler ardemment pour atteindre ce but.

Memoria del saqueo

de Fernando Solanas

L'ARGENTINE a une cinématographie dynamique, vivante, une des plus riches du moment dans cette région du monde. L'un des cinéastes les plus connus, Fernando Solanas, a une longue carrière derrière lui, commencée en 1969 avec *l'Heure des brasiers*; plus tard, il réalisera *les Fils de Fierro, le Sud, le Voyage, etc.*

Le dernier, *Memoria del saqueo* (Mémoire du saccage), a été présenté au festival de Berlin, il y a quelques semaines à peine. Il y a fait forte impression si l'on se réfère à la presse du moment. J'ai eu l'occasion, le 24 avril, d'assister à une avant-première du film dont la sortie en France n'est programmée qu'en octobre 2004. Je confirme l'impression dégagée quelques semaines plus tôt. L'opinion publique européenne ne s'est pas suffisamment intéressée à la situation argentine, voilà qui pourrait changer, avec ce film magnifique et puissant.

En 1h58 minutes, à travers un récit découpé en dix chapitres, nous comprenons toute la dimension de la tragédie vécue par les Argentin.e.s, depuis les années 70 à aujourd'hui. La rigueur de la démonstration, alliée à une parfaite connaissance de son sujet, livrent un film d'une clarté rare. Le documentaire à caractère politique occasionne souvent des films manichéens, et servant des discours ou des causes faussement rebelles. Ici, un Solanas cinglant, d'entrée, dédie son film à tous ceux et celles qui résistent en Argentine. Il explique, sur un ton alerte et avec des images fortes, la source de la dette extérieure et comment les militaires au pouvoir jusqu'en 1976 ont éradiqué la fleur de la contestation sociale et politique. Après quoi, les classes politiques qui se succèdent, au service puis alliées aux multinationales du monde entier, pourront facilement aménager leurs intérêts. Toutes les élites sont impliquées: les politicien.ne.s de tout le spectre politique, les bureaucrates d'État, la Cour suprême, les leaders du plus puissant syndicat du pays (la CGT, péroniste), le clergé, etc. Tour à tour, ils vont promettre l'espoir puis vont piller les Argentins en appliquant la privatisation des principales ressources du pays: le gaz, le pétrole, le téléphone, les télévisions, etc. avec la complicité généralisée des médias et les encouragements intéressés de la Maison Blanche et du FMI, de la Banque mondiale. Toutes ces privatisations, qui doivent servir à la fois à payer une dette colossale à des banques essentiellement américaines, seront bradées au cours d'opérations qui furent des escroqueries patentées. Les bénéficiaires de ces escroqueries ne furent pas inquiétés à ce jour.

Dans le même temps, les Argentins continuent la descente aux enfers: le délire de la parité « un dollar US = un peso argentin », un temps pratiquée, sera une hécatombe économique; ces aberrations de gestion, ajoutées aux privatisations massives, conduiront à des licenciements colossaux, des régions désertifiées ou polluées à jamais parfois, car les entreprises privées s'intéressent aux matières premières d'abord, pas au savoir-faire des ouvriers ou à leur condition de vie. Des régions entières se vident, les gens sont livrés à eux-mêmes, sans revenus, sans secours d'aucune sorte. Les responsables ne sont pas inquiétés: la Cour suprême organise des auditions, mais rien ne vient. Il y a même une loi de réconciliation qui est décrétée, évitant aux criminels militaires d'avoir à répondre de leurs actes commis sous la dictature de Videla...

Mais c'est la révolte qui monte et, en décembre 2001, le président de La Rua fuit le palais présidentiel en hélicoptère pour avoir voulu décréter l'état d'urgence dans le pays pour faire face aux mouvements populaires grandissants. La police et l'armée sont souvent montrées dans le film, brutalisant, frappant, toujours du même côté. Les mères et les grands-mères de la Plaza de Mayo, les piqueteros, les cacerolazos, les entreprises récupérées, les assemblées de quartier, les foires du troc, sont autant de protagonistes créant des modalités pratiques et sociales inventées pour répondre à un désordre profond du pays à tous les niveaux: manque de nourriture, de médicaments, de logements salubres, de travail, négation des droits de la personne, mortalité infantile aux allures de génocide social... Comment ne pas avoir les dents serrées lorsque deux médecins, presque éteints par le malheur qu'ils ne peuvent juguler, expliquent que leurs efforts sont vains à vouloir soigner des nourrissons sous-alimentés qui meurent quotidiennement et que le remède n'est pas pharmaceutique, il est social et politique: « Donnons à ces nourrissons les moyens de vivre, et ils vivront! »

À la fin de la projection, il y eut un court temps avant que le public n'applaudisse; j'ai l'habitude, ce type de réaction est la marque des grands films. De ceux qui nous renvoient à nous-mêmes, d'abord, et de ceux auxquels on pense encore, le lendemain et les jours suivants. Fernando Solanas a réussi un des plus grands films politiques de ces dernières années, en instruisant le procès du capitalisme argentin, et en amenant une réflexion sur la responsabilité de l'appareil d'État. Il est de ces films qui animent la révolte, et amènent à s'intéresser aux autres.

Daniel
groupe Gard-Vaucluse

ENVIRAC

QUE DIRE sur la révolution qui soit pertinent sans tomber dans le convenu ? *Dissensus* relève brillamment le défi et aborde les multiples aspects du thème qui constitue l'objet central de ce dix-septième numéro. On ne peut parler de la révolution sans aborder la question de l'échec, puisque toutes les tentatives révolutionnaires ont jusqu'à présent raté plus ou moins lamentablement. C'est précisément cette interrogation douloureuse que soulèvent les membres du collectif, sans complaisance, ni rancœur, ni cynisme déplacé, en évoquant la défaite de Mai 68 (une renonciation à une situation d'affrontement réel, et évidemment violent, au profit d'une dimension plus symbolique du rapport de force : meetings, manifs, négociations...) ou encore les limites de la militance quand elle se perd dans la référence automatique aux grandes pages de l'histoire révolutionnaire. Partant de l'idée que le processus révolutionnaire n'obéit, par essence, à aucune règle prédéfinie, qu'il est une perpétuelle création, *Dissensus* dégage, par petites touches, le seul principe valable susceptible de régir un mouvement de révolution : une certaine disposition de cœur, d'esprit et de sens à désirer l'inconnu, la construction de sa propre capacité à vivre l'aventure du "tout est possible", une aspiration profonde au bonheur passant, peut-être, par un état d'enfance permanent qu'il est urgent de cultiver. Etant donnés les termes, difficile de dire si une telle proposition est consistante ou pas, mais après tout la question est-elle là ? À mon sens, elle est plutôt de savoir si la révolution, malgré les trahisons, malgré les abdications individuelles et collectives, malgré les échecs successifs, peut encore être l'objet d'un certain enchantement. Et à ce titre, la lecture de *Dissensus* m'a été incontestablement profitable.

Gratuit (mais n'oubliez pas quelques timbres) chez Dissensus, c/o Kaléidoscope, 3, rue des Trois-Mages, 13001 Marseille.

UNE COUVERTURE NOIRE que barre un titre en lettres rouges : *Continuez sans moi*. Le recueil de poèmes de Didier Ober est sombre, très sombre. La mort rôde à chaque page, omniprésente, rendant d'autant plus lancinante cette ultime question, elle-même récurrente tout au long de l'ouvrage : sommes-nous encore vivants ? Visions cauchemardesques d'une sous-humanité plongée dans le néant des cités artificielles, livrée aux turpitudes qu'une caste aussi insaisissable que puissante lui fait subir. Villes-prisons où l'on crève d'ennui et de désespoir, où le vide de l'existence happe et annule l'individu. Au milieu de ce tranquille et désespérant cataclysme, peu d'échappatoires hormis la poésie, « bain de jouvence au milieu de la décrépitude et de la normalité planifiées », « le rêve plus puissant que la mort », et un espoir : « une folie puissante, dévastatrice et régénératrice à la fois ». Curieusement et dans un autre registre, Didier Ober pose des questions et des problèmes très sembables à ceux évoqués dans le précédent zine (*Dissensus*, vous suivez ou bien ?), et trouve des éléments de réponses qui le sont tout autant. Alors, y-a-t-il un hasard dans la révolte ? À noter que le recueil a donné lieu à deux lectures publiques sur fond de guitares saturées, dont une au Centre culturel libertaire de Lille. Et à mon avis, ça devait le faire grave.

Contact : Didier Ober, 105 A, rue Anatole-France, 59490 Somain.

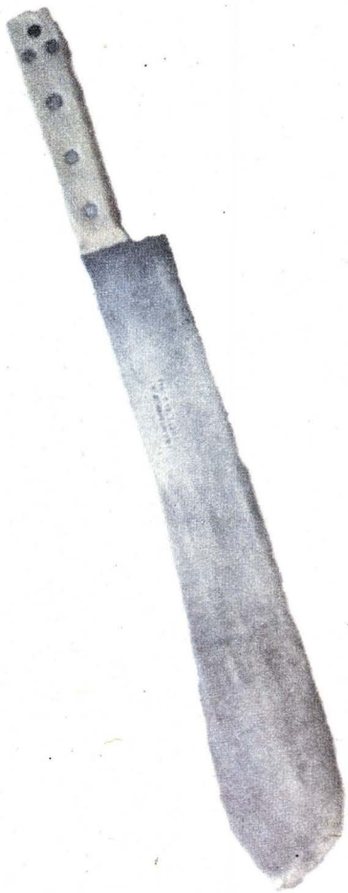
« **DO IT YOURSELF, DO IT BAD :** le fanzine vite fait mal fait ». C'est ce qui encadre la « une » du premier numéro (semble-t-il) du *Singe de l'espace*, fanzine suffisamment chtarbé pour occuper la première de ses quatre pages à une illustration au moins aussi débile que le titre. Ça se lit en quelques minutes et vraiment, c'est **ÉNORME !** Une interview à toute berzingue du groupe punk-grind Anal Violator (qui, entre deux bitures, a laissé des perles mélodiques et bientôt légendaires telles que : « Fucking the fuckers », « Freedom for all murderers and politics », « Old animals in the freezing toundra »...), chroniques disques au moins aussi speedées, un concert report sur les chapeaux de roues et des infos (dates de concerts exclusivement) à toute bombe. Pas la peine de chercher : il n'est question **QUE** de groupes ultra-bruit (mais de qualité), et l'impitoyable humour des rédacteurs/trices te fera vite oublier que tout ça fait mal aux oreilles. Réjouissant. Je me suis laissé dire que *le Singe de l'espace* est édité par des gens du squatt La Cerise à Montrouge (dans le 92).

Pas de contact, hélas, mais dégottable si l'on traine dans les concerts de Paris et sa couronne. Gratos contre un sourire voire une canette.

Génocide rwandais

Le dernier crime inavouable commis par la France

Roland B.



Patrick de Saint-Exupéry, l'*Inavouable. La France au Rwanda*, Paris, les Arènes, 2004, 19,90 euros. Disponible à Publico.

Le livre de Patrick de Saint-Exupéry, l'*Inavouable. La France au Rwanda* traite de la responsabilité que les dirigeants français veulent dissimuler dans le génocide qui, il y a dix ans, a fait près d'un million de morts.

Ce livre commence par un témoignage direct aux côtés de l'« opération Turquoise », dite humanitaire, mais qui, en fait, après trois mois de génocide, envoie l'armée française aider le flot des massacreurs hutus à passer du Rwanda au Zaïre, en ralentissant la progression des Tutsis. Mais, de retour en France, l'auteur engage une minutieuse enquête sur les prises de position, dissimulations et refus de témoigner des acteurs français du drame, qui démontre que le pouvoir français a conçu, financé et encadré cet énorme crime de masse.

La doctrine française de la guerre contre-révolutionnaire

D'abord, comment, de l'Indochine à l'Algérie, l'armée française a tiré une technique militaire qui sera mise en œuvre par les politiciens, de droite comme de gauche, qui avaient soutenu ces deux guerres perdues. La « mémoire jaune » de l'Indochine, nourrie, au cours de la guerre d'Algérie, par l'analyse de la « guerre révolutionnaire » maoïste, a pu mener les services français à élaborer la « doctrine cannibale » (G. Périès, p. 281) de la guerre, fondée sur les massacres, les tortures et les déportations de masse, « mise en œuvre en Algérie. Puis exportée dans l'Argentine des généraux, voire dans la Grèce des colonels » (p. 281). Et aux États-Unis, à Fort-Bragg, en Caroline du Nord, où se trouve le commandement des « forces spéciales » américaines : plusieurs spécialistes français y ont séjourné dans les années 1960 afin d'enseigner aux Américains notre concept de « guerre révolutionnaire » (p. 269).

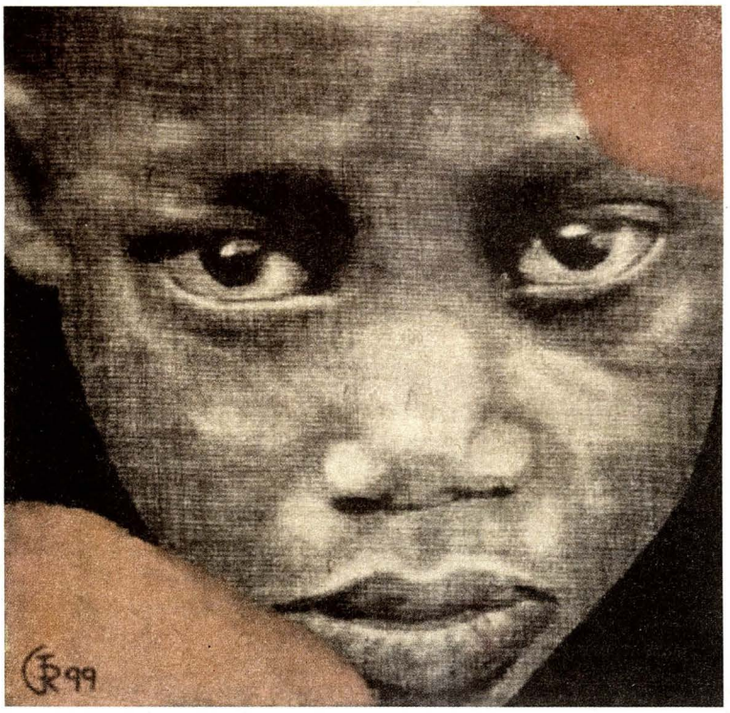
Puis, les États-Unis développent ces méthodes, par exemple, au début des années 1990, avec le PSYOPS (bureau des opérations psychologiques) et, en viennent même à retourner ces techniques contre la politique néo-coloniale française en Afrique noire. En attirant les opposants au régime pro-français que sont les Tutsis, ayant trouvé asile en Ouganda et en Tanzanie, allés à Cuba, pour apprendre le combat de guérilla (p. 274) et, finalement, aux États-Unis. Tel Paul Kagamé, l'actuel président rwandais, accueilli à Fort-Bragg en 1990, après un premier séjour, en 1989, à Fort-Leavenworth, école d'état-major et de guerre.

Armes lourdes, machettes et spécialistes de la criminalité d'État

Ce renversement de stratégie conduit les dirigeants français à envisager de soutenir le pire, tel Mitterrand confiant dans l'été 1994 à ses proches : « Dans ces pays-là, un génocide, c'est pas trop important. » (p. 174). Et, donc, à financer la préparation du génocide. Par des versements, en millions de dollars, passés par certains intermédiaires privés, ou les banques d'État, comme le Crédit lyonnais et la BNP, et portant sur des achats d'armes lourdes, livrées par avion. Mais, aussi bien, illustration symbolique suprême du génocide à faire exercer par les masses, ces centaines de milliers de machettes achetées en Égypte, comme P. de Saint-Exupéry l'a révélé à la télévision. Tout cela malgré la décision prise en 1992, par le FMI et de la Banque mondiale, de suspendre l'aide au Rwanda du fait du gonflement de ses dépenses militaires (p. 225).

Et en fournissant l'encadrement des assassins amateurs rwandais par des professionnels de l'intoxication et de la répression, amenés de France par les différents réseaux de services secrets émanant de l'Élysée ou des ministères de la Coopération ou des Armées, et coordonnés par toute la hiérarchie des états-majors discrets d'intervention, qui, souvent, agissent à l'insu des ambassades locales. Puis les différents corps d'armée, de la Légion et de parachutistes, spécialisés dans les missions outre-mer, les Commandos de recherche et d'action en profondeur (Crap), et Détachements d'assistance militaire et d'instruction (DAMI), tous coordonnés par le Commandement des opérations spéciales (COS) et le service action de la DGSE. Cette aide à la criminalité d'État, fournie par la République française à ses républiques vassales, relève de la stratégie post-coloniale mise en place après les indépendances.

Viennent ainsi les interventions militaires, dont la toute première, l'opération Noroît, déclenchée le 4 octobre 1990, pour que les paras puissent défendre Kigali contre une prétendue attaque des rebelles, et évacuer les ressortissants français. Mais qui, en fait, n'était



qu'un leurre et un levier (p. 260) pour couvrir tout autre chose, car, selon P. de Saint-Exupéry: « Dans l'ombre de Noroît, tout ce que la France compte d'unités appartenant aux forces spéciales débarque au Rwanda. » (p. 243)

Plus de trois ans de mise en place minutieuse du génocide

Et le lieutenant-colonel C., venu alors comme « chargé de conseiller en catimini le commandement rwandais », peut assurer: « Nous sommes là pour dix ans! » Les dépêches « confidentiel défense » pleuvent ensuite à Paris décrivant le déclenchement des arrestations et exécutions (p. 245).

Un officier déclare: « Dès le 23 janvier 1991, je m'aperçois qu'une structure parallèle de commandement militaire français a été mise en place. À cette époque, il est évident que l'Élysée veut que le Rwanda soit traité de manière confidentielle » (p. 246). Un autre assure que « hors hiérarchie, le lieutenant-colonel C. est régulièrement reçu à Paris par le chef d'état-major des armées ». Et ce lieutenant-colonel C., dans ses « bilans de situation » du 15 février et du 30 avril 1991, décrit avec précision la mise en place du dispositif répressif fondé sur les « secteurs opérationnels », le « recrutement en grand nombre », la « réduction du temps de formation » et l'« offensive médiatique », formules officielles qui, selon Patrick de Saint-Exupéry, signifient: le quadrillage, la mobilisation populaire, les milices et la guerre psychologique (p. 248).

Dans les trois années précédant 1994 sont installées les équipes des Crap, des groupes Rasura (commandos de surveillance) et une section d'écoute... Deux opérations sont menées en 1993: Volcan, le 10 février, pour livrer discrètement par avion, mitrailleuses, cartouches, obus; et Chimère, du 22 février au 28 mars, dont l'objectif était d'encadrer et de commander indirectement une armée d'environ vingt mille hommes. Avec, notamment, une unité d'officiers et de spécialistes du service « action » de la DGSE, créé par le général Aussaresses, le seul ayant reconnu l'usage systématique de la torture en Algérie. Mission qui, suivant un officier français est « sans doute la première application à grande échelle, depuis vingt ans, du concept d'assistance opérationnelle d'urgence... » (p. 251).

Pour prêter assistance à qui ?

Ce dispositif, capable de mener la guerre contre-révolutionnaire, était destiné à servir le pouvoir hutu condamnant la minorité tutsie à l'exil ou à la mort. Ayant, à sa tête, le couple présidentiel si bien reçu en amis à l'Élysée. Avec le « noyau dur » des dirigeants hutus qui, « pour se maintenir au pouvoir », ne voient que la « préparation du génocide », comme l'écrira la Mission parlementaire d'enquête (p. 255). C'est le « premier cercle du pouvoir » rwandais, identifié dès 1991, dans une dépêche « confidentiel défense », comme paralysant l'action du chef de l'État, et mené par son épouse, appuyée par sa famille et son clan, foncièrement hostiles à toute évolution démocratique pouvant redonner place aux Tutsis. Cercle se réunissant à l'Akazu, la « petite résidence » de la famille présidentielle, tenue par « Madame », qui préside ce « noyau dur » (p. 285).

Or le dictateur Habyarimana avait amorcé un tournant en signant, le 4 août 1993, à Arusha, des accords de paix avec son opposition interne et le Front patriotique rwandais des rebelles tutsis, qui prévoyaient le partage du pouvoir à Kigali et, le 5 janvier 1994, il avait prêté serment comme président d'un « gouvernement de transition à base élargie ».

Le 6 avril 1994, qui a déclenché le génocide ?

L'on arrive ainsi au 6 avril 1994, à 20h30, moment où l'avion piloté par trois militaires français, transportant les deux présidents hutus, Habyarimana, du Rwanda, et Ntaryamira, du Burundi, est abattu par deux missiles militaires sol-air, alors qu'il allait atterrir à Kigali. Cet attentat déclenche, le soir même, le génocide visant tous les Tutsis et opposants hutus qui s'étalera sur trois mois.

Tandis qu'est engagée l'opération Amaryllis, théoriquement destinée à évacuer les ressortissants français, mais qui, par le premier avion, emmène en France « Madame », devenue veuve, avec toute « la famille », c'est-à-dire le « noyau dur » des extrémistes rwandais. « Madame », dès son débarquement à Paris, recevant, sur instruction de l'Élysée, un appartement en dotation et 200 000 francs. Le lendemain, 7 avril, François de Grossouvre est trouvé « suicidé » à l'Élysée, sans qu'aucune explication ne soit fournie. Ce que l'ex-capitaine Paul Barril, ancien chef de la cellule antiterroriste de l'Élysée (GIGN), reconnaît, dans son livre (*Guerres secrètes à l'Élysée*, Albin Michel, 1996), avoir appris « sur une colline perdue au cœur de l'Afrique », en ajoutant: « En ma qualité de conseiller de la présidence rwandaise, je me suis rendu sur les lieux » de l'attentat... (p. 258).

La question de savoir qui sont les auteurs du crash déclenchant le génocide reste posée. Quand la veuve d'un des pilotes, « mort en service commandé », avait demandé des informations, le représentant de la société qui l'employait ne lui répondit que: « De toute manière, vous n'apprendrez pas la vérité avant trente ans. Vos enfants la connaîtront peut-être... » (p. 190). La boîte noire de cet avion français vient seulement, en 2004, d'être mise à la disposition de l'ONU... Entre-temps, les services français ont essayé, par tous les moyens, d'accréditer la thèse selon laquelle le responsable de cet attentat serait Paul Kagamé, alors chef du FPR, le mouvement rebelle tutsi, et actuel président du Rwanda. Bien que la Mission parlementaire française, dans son rapport remis en décembre 1998, ait établi que ce n'est que cinq jours plus tard, le 10 avril, que « le FPR a mis à exécution sa menace et a fait progresser, dans l'après-midi, l'équivalent de dix bataillons jusqu'à dix et quinze kilomètres de Kigali » (p. 232).

Qui, maintenant, pourra reconnaître l'inavouable ?

Qui donc a pu, le 6 avril, envoyer ces roquettes militaires sur l'avion en voie d'atterrissage, alors que le FPR était trop loin, et qu'il n'y avait, autour de Kigali, que des militaires français? Mais cette question de la responsabilité immédiate du génocide ne doit pas effacer celles touchant sa mise en place préalable.

Qui répondra de tout cela? Devant le Tribunal pénal international d'Arusha, qui peine depuis des années à condamner les sous-fifres, le général Dallaire, ancien commandant canadien des forces de l'ONU au Rwanda y a déclaré:

« Tuer un million de gens et être capable d'en déplacer trois à quatre millions en l'espace de trois mois et demi, sans toute la technologie que l'on a vue dans d'autres pays, c'est tout de même une mission significative. Il fallait qu'il y ait une méthodologie. Cela prend des données, des ordres ou au moins une coordination. » (p. 252)

Verra-t-on jamais un État avouer ses crimes? Qui peut assigner, citer, accuser un chef d'État décédé, ou ses sbires, par nature irresponsables? Et combien de Français se soucient de savoir comment les mitrailleuses et machettes, payées sur leurs impôts, tuèrent les Tutsis? Vive Mitterrand, donc, et vive la France!

R.B

l'Affaire Sacco et Vanzetti

Les deux anarchistes italiens, grillés sur la chaise électrique en 1927, étaient-ils innocents ou coupables des faits qui leur étaient reprochés ? La question demeure sans réponse, encore de nos jours. Ronald Creagh, pourtant, prend en compte, dans l'ouvrage qu'il vient de rééditer, les archives du FBI disponibles depuis peu ainsi que différents travaux récents, sans pour autant débrouiller ces événements imprimés dans nos mémoires et dans nos cœurs.

Les deux protagonistes eux-mêmes observèrent un mutisme constant sur certains aspects de leur vie militante. Avaient-ils quelque chose à cacher ? se demande Creagh.

Mais l'intérêt du travail de Creagh est ailleurs quand il replace cette histoire « exceptionnelle et banale » dans le contexte de l'époque. En effet, les compagnons Sacco et Vanzetti vont se trouver à la croisée de diverses routes de la mêlée sociale, portant leur drame à une dimension quasiment mythique ; leur calvaire provoquera une émotion profonde et des mouvements de protestation à l'échelle planétaire.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que ce sont des ouvriers immigrés, italiens, pauvres, face à un monde anglo-saxon qui ne les aime pas. Doit-on mettre l'accent sur la « chronique de l'immigration » et ses « conflits de mentalité » ou plutôt resituer cette tragédie dans son contexte de justice et de lutte de classe ? Les deux hommes sont des militants.

Côtoyant les célèbres wobblies des Industrial Workers of the World (« Les seuls étrangers ici, ce sont les capitalistes », Sacco et Vanzetti furent de cette galaxie d'un anarchisme pluriel, très vivant alors aux États-Unis, et participèrent plutôt du courant insurrectionnaliste d'un Luigi Galleani, qui exerça sa « plus grande influence de 1901 à 1919 ». « Anti-organisationnel », il fut, avec d'autres, de l'équipée « du Bénévent », en 1877, qui proclama la république sociale. Galleani croit aux capacités révolutionnaires du peuple et à la possible imminence de la révolution. La répression dans l'Italie d'alors fut efficace, et l'anarchisme quasiment liquidé. Creagh pense que trois décennies furent perdues pour nos idées et que le mouvement ouvrier italien, par la suite, s'organisa sans elles. Galleani, continuera à préconiser l'affrontement direct voulant ignorer un rapport des forces défavorable. Malatesta, lui, arrivé en 1899 s'opposera à cette stratégie. Il fera le choix de l'organisation et du militantisme au sein de la classe ouvrière, option plus proche de l'anarchisme actuel.

Toujours est-il que « les conflits entre partisans et adversaires de l'organisation, de l'action violente, du syndicalisme, seront transportés jusqu'au États-Unis ».

L'opinion américaine du moment attribuait « aux anarchistes » tous les attentats et toutes les violences, confortée par une presse aux ordres. Il faut dire que notre propre presse ne s'économisait pas en déclarations fracassantes. Creagh remarque pourtant que « l'Amérique du Nord n'a connu qu'un seul attentat [anarchiste] pour tout le XIXe siècle », celui d'Alexandre Berkman. Cependant, la « menace terroriste » et l'opprobre jetée sur le terme d'« anarchie » faisaient déjà les beaux jours des journaux à sensation.

Cette séduction pour les moyens extrêmes, Creagh l'attribue aux « coups spectaculaires » que donnèrent les nihilistes russes au despotisme des tsars. Impressionnés, les révolutionnaires de l'Ouest y virent un modèle capable de provoquer un changement social radical. Il s'agissait de réveiller les dominés, de contrer le goût de « servitude volontaire » attribué aux masses.

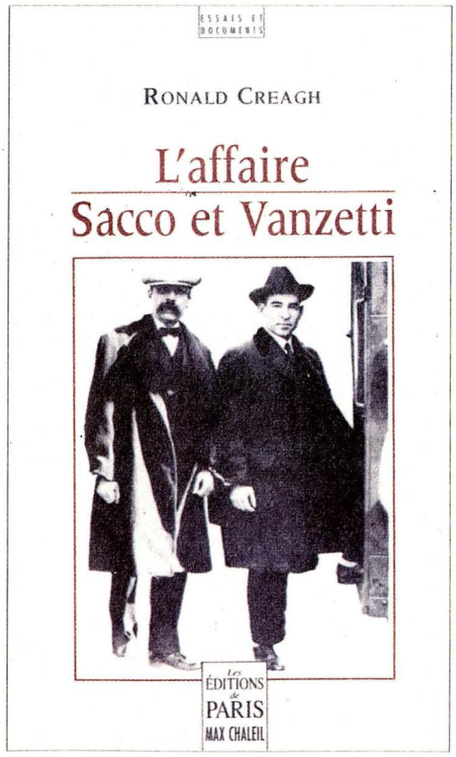
Les anarchistes des États-Unis, au tournant du siècle, concentrèrent sur eux toute l'animosité des pouvoirs patronaux et étatiques avec pour objectif essentiel leur éradication. On ne peut rappeler ici tous les conflits sociaux d'importance qui flambèrent alors sur la terre nord-américaine. Creagh parle de « guerre totale » entre les anarchistes et le pouvoir, la violence des uns engendrant la violence des autres, et réciproquement.

L'entrée des États-Unis dans le conflit mondial, en avril 1917, amène la conscription obligatoire. Sacco et Vanzetti partent pour le Mexique soit pour échapper à cette obligation, soit, peut-être, pour apprendre à manier les explosifs. Plus tard, cette dernière allégation du FBI sera portée à leur crédit.

Sur les faits précis qui déclenchèrent l'affaire, rappelons qu'il s'agit de deux hold-up, un en décembre 1919, un autre en avril 1920 faisant deux morts. La police remonta rapidement à Sacco et à Vanzetti. Le déroulement de ces attaques et les poursuites policières qui en résultèrent sont longs et contradictoires. Cela intéressera sûrement les amateurs du genre. Pour l'essentiel, disons que le pouvoir tenait entre ses mains deux présumés coupables, anarchistes de surcroît, qui payèrent sans doute pour d'autres.

Nous ne pouvons que recommander chaleureusement la lecture de cet ouvrage qui nous rappelle d'où nous venons. Entre les lignes, sans que cela soit dit explicitement, on peut lire une critique de la violence anarchiste, mais Creagh ne propose rien. Pourtant, dans l'activité des IWW d'alors, il aurait pu déchiffrer d'autres voies. Dommage qu'il se cantonne dans la position de l'historien neutre.

André Bernard



Ronald Creagh, *l'Affaire Sacco et Vanzetti*, les Éditions de Paris, 2004, 264 pages, 16 euros. Disponible à Publico.

agenda

Jeudi 6 mai

Bourges

Le Collectif des libertaires organise une conférence-débat avec Nico Hirtt : *éducation : tout doit disparaître,* à 19h30, amphithéâtre des Beaux-Arts, 7, rue Branly.

Saint-Ouen

Expo photo *Jours tranquilles, jours de lutte au jardin de la Demoiselle,* photos des actions collectives menées depuis 1997 dans le square Arago/Victor Hugo à Saint-Ouen pour sauver 3,3 hectares d'espace libre où respirer et rêver. Avec la chorale des amis de la Friche, à la librairie Folie d'encre, 53, ave Gabriel Peri, organisé par les Gengivonnes, la Terre est bleue comme une orange.

Vendredi 7 mai

Saint-Saturnin-lès-Apt

Un siècle de cinéma à l'école, conférence de H. Portier, illustrée d'extraits de films rares, et d'une exposition, à 18 heures à la salle des fêtes.

Besançon

Réunion publique organisée par le groupe Proudhon de la FA avec J. Lesage de La Haye, sur le thème : *la société carcérale,* à 20h30, à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris 5e

La CNT-AIT organise une projection-débat autour de la psychiatrie, à 20 heures salle de la Libre pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, RER Luxembourg.

Rouen

À propos de J. Vigo, projection de *l'Atalante* et autres films, avec une présentation par A. Dauguet, à 20h30 à la librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Paris 3e

Astier et les frères Sakarine en concert au Connétable à 20h30.

Samedi 8 mai

Le Havre

Concert en solidarité avec la CNT Interior's, organisé par l'Interco CNT 76, la librairie L'Insoumise et *le Libertaire,* à la salle des fêtes de Graville, rue de Verdun, à partir de 20h30. 5 euros.

Dimanche 9 mai

Paris 6e

Rassemblement-concert antifasciste, dans l'après-midi au coin de la rue d'Assas et de l'ave de l'Observatoire, avec la Brigada, Brixton Cats Ya Basta et RAF, organisé par No Pasaran et la CNT.

Vendredi 14 mai

Chambéry

Le groupe Acratie de la Fédération anarchiste organise une conférence-débat sur la vieillesse dans les sociétés capitalistes, avec Suzanne Weber, auteure de *Avec le temps,* à 20 heures, à la Maison des associations.

Samedi 15 mai

Paris 11e

Débat avec F. Ronsin autour de son livre *La guerre et l'oseille,* à Publico à 16h30, 145, rue Amelot.

Paris 18e

Rencontre avec J. Vallet à 15h30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Nancy

Concert de soutien à la Casbah, à la MJC Bazin, rue Bazin, à 20h30. Paf : 5 euros.

Du 14 au 16 mai

Paris 13e

Fête du *Combat Syndicaliste.* Débats, projections, concerts, théâtre. Aux Voûtes, 91, quai Panhard et Levassor, M° Bibliothèque. 5 euros par jour.

Dimanche 16 mai

Paris 18e

Concert de Serge Utgé-Royo, à 17h30 au Trianon, 80, boulevard Rochechouart.

Lundi 17 mai

Paris 18e

Concert de Serge Utgé-Royo, à 20h30 au Trianon, 80, boulevard Rochechouart.

Vendredi 21 mai

Montluçon

Fred Alpi en concert, à 20h30 au Guingois, rue Ernest-Montusès.

Mercredi 26 mai

Nancy

Conférence-débat sur les transports gratuits avec des membres du RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants) à 20 heures à la MJC des Trois Maisons.
La conférence sera précédée d'une projection d'un film du CST (collectif sans-ticket de Bruxelles). Soirée co-organisée par la Casbah, le groupe Marée noire de la Fédération anarchiste et le Scalp.

Paris 11e

Présentation-débat du livre *Palestine : chroniques d'une occupation,* en présence de l'auteure. Organisé par la librairie Quilombo. À 19h45, au Cicp, 21ter, rue Voltaire, M° Nation.

Radio libertaire

Mercredi 5 mai

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Milteau.

Femmes libre: de 18h30 à 20h30 avec Emmanuelle Piet, médecin départemental de PMI, coordinatrice des centres de planification de Seine-Saint-Denis (contraception, IVG, campagnes de préventions des agressions sexuelles, maltraitances, excisions, mariages forcés etc.)

Vendredi 7 mai

Enjoy polar: de 12 heures à 13 heures, une interview de Laurence Biberfeld, pour *Évasion rue Quincampoix* et du *Chien de Solférino*.

Samedi 8 mai

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, *L'histoire contemporaine sous influence*, de et avec Annie Lacroix-Riz.

Jeudi 13 mai 2004

Bistouri oui-oui: de 19h30 à 20h30, recevra Stéphanie Michelini, trans homme vers femme, qui nous parlera du film *Wild Side* de Sébastien Lifshitz auquel elle a participé en tant qu'actrice principale.

Mardi 11 mai

Pas de quartier: de 18 heures à 19h30 recevra en direct des militants de l'association Claris en lutte depuis 2001 contre le délire sécuritaire omniprésent.

Samedi 15 mai

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, sortie du double CD *L'utopie toujours* de et avec Dominique Grange.

Mercredi 12 mai

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Sonny Terry.

Samedi 15 mai

Jardins d'Orphéas: de 21 heure à 23 heures, émission consacrée au métier de luthier; le point sur les Musicoras; la musique classique sous l'angle politique: les différentes politiques de subventions, la sociologie du monde de la musique classique, le coût des formations, etc.

Dimanche 16 mai

Des mots, une voix: de 15h30 à 17 heures, Hélène Sarrazin et son éditrice pour *Élisée Reclus ou la passion du monde*.

89,4 MHz
en région parisienne

Chronique de la toile 13

On m'a suggéré, afin d'alléger cette chronique et de faciliter l'accès aux sites dont je parle, de créer une page en ligne où seraient indiqués les liens vers les sites mentionnés. C'est fait: **http://araignee.plusloin.org.**

Je parlais dans la précédente chronique de la possibilité de se parler à travers les ordinateurs en utilisant la technique du Peer to Peer. Et voici que, début avril, le *Financial Times* publiait une page entière sur le danger que faisait courir Internet à la planète des télécoms. Il va falloir s'habituer à un nouveau sigle. Voici venir le VoIP. Il s'agit du « Voice on Internet Protocol ». Vous trouverez un dossier assez complet à ce propos sur le Journal du net. Pour Zdnet il est peu probable que ce secteur se développe avant 2007, sauf si l'utilisation de logiciels P2P comme Skype dont je vous parlais la fois précédente se multiplie. Ce serait dans la suite logique de l'attraction manifestée envers les systèmes de déchargement comme Kazaa, Gnutella ou Shareaza. Les animateurs de Zdnet avancent d'ailleurs que Skype est « un projet cher aux fondateurs de Kazza ».

Cette façon de communiquer verbalement ne peut que se multiplier et aura pour conséquence d'attaquer sérieusement au porte-monnaie les opérateurs de téléphonie fixe.

Avec toutes les attaques de virus, le marché de la sécurité en ligne bat son plein. Est-ce de la paranoïa? J'ai reçu d'un lecteur qui signe L.S. le texte suivant que je veux partager avec vous:

« À propos de la vulnérabilité du protocole TCP

» Plusieurs millions (milliards?) d'ordinateurs (l'immense majorité) utilisent ce protocole, ce langage de communication (tcp/ip)! Il faut arrêter de parler de sécurité absolue! Bientôt, on va médiatiser le fait qu'il existe des vulnérabilités dans la machine à café!

» Ben oui, la machine à café n'est pas sécurisée. N'importe qui peut mettre du sable à la place du café et entraîner un déni de service, n'importe qui peut continuer à rajouter de l'eau jusqu'à avoir un débordement de buffer (heu de cafetière) et ainsi engendrer une coupure de courant par court-circuit, et il n'y a même pas d'onduleur pour être sûr que la cafetière s'arrête correctement. Quand, en plus, on sait que certaines marques de frigo équipent leur produit d'une interface fenêtres, on retrouvera un jour des gens morts de faim parce qu'ils ne réussissaient plus à ouvrir leur frigo à cause d'un écran bleu! » Pitié, qu'on nous rende Sarkozy!

L'@raignée

La philanthropie... le 8 mai 2004

Les philanthropes, les ouvriers et les charpentiers ont décidé d'un commun accord de travailler l'enchaînement pour l'année 2004. Ainsi, Pierre Michel, invité le 27 mars plongeait les nombreux auditeurs et auditrices de Radio libertaire dans l'univers d'Octave Mirbeau.

Le 8 mai, c'est au tour de Bernard-Marie Garreau de reprendre le marteau. Il a pour lourde tâche de faire (ou refaire) découvrir Marguerite Audoux, couturière-écrivaine, née en 1863. Les animateurs et l'invité disposent d'une 1h30 pour tracer hâtivement la vie, l'œuvre de Marguerite.

Femme simple menant une existence humble, Marguerite est rongée par les soucis quotidiens. Famille déstructurée, problèmes financiers etc. Une rencontre avec Michel Yell va bouleverser sa vie et surtout lui donner la possibilité de mener à bien ce dont elle rêve secrètement depuis bien longtemps. Écrire.

Un nouveau cercle d'amis: Charles-Louis Philippe, Léon-Paul Fargue lui offrent l'occasion de partager, échanger, réfléchir sur la société. Enfin, susciter la production d'écrits.

Loin des charivaris de l'écriture académique, l'auteur invite le lecteur à se promener, comme un frêle papillon, à découvrir, à questionner le monde du travail dans la première moitié du XXe siècle. Quelques atouts à cela, elle rédige ses récits d'une manière simple, limpide. La structure du récit, la syntaxe, la ronde des mots, le contexte s'inscrivent dans une banalité féroce. Mais cette férocité déploie la force, la ténacité de cette écrivaine tardive. Comme quoi tout le monde peut écrire, mais tout le monde ne peut pas être publié et reconnu par les autorités lettrées.

Octave Mirbeau, ainsi touché pars la simplicité de Marguerite, entreprend tout, et parvient à l'imposer dans les milieux littéraires. La littérature prolétarienne peut à partir de l'année 1910, compter un membre de plus dans cet univers.

Zohra

À lire

Marie-Claire, L'Atelier de Marie-Claire, Douce Lumière, contes, articles, etc.

Biographie (très étoffée): *Marguerite Audoux, la couturière des lettres*, Bernard-Marie Garreau, édition Tallandier-Figures de proue, 1991.

À éviter *Marguerite Audoux*, Georges Reyer Grasset 1942.

Bernard Thomas-Roudeix, *Fumeur décomposé,* céramique émaillé nériage